

Rapport final

5 mars, 2018



PANIERES DE DÉPENSES MINIMUM SECTORIELS

ÉTUDE DE RÉSILIENCE HEA

JENNIFER BUSH

**AVEC LA COLLABORATION DE GARBA NOURA
FEG / THE FOOD ECONOMY GROUP**

Paniers de dépenses minimum sectoriels

Résumé exécutif

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille [ibid], notamment pour l'alimentation, l'eau, les vêtements et le logement. *Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme Article 25 [1], 1948*

Les États sont tenus d'aider à garantir le droit de chaque enfant à un niveau de vie suffisant pour le développement physique, mental, spirituel, moral et social de l'enfant. *Convention relative aux droits de l'enfant, article 27, 1989¹.*

Cette étude a été réalisée en réponse à une analyse globale HEA qui recommandait une analyse plus approfondie des dépenses des ménages dans des secteurs clés concernant le bien-être des enfants (santé, éducation, assainissement et hygiène) qui pouvait être comparé au coût nécessaire pour satisfaire aux normes pour lesdits secteurs. En réponse, Save the Children International, grâce à un financement d'ECHO via le projet HEA Sahel, a mandaté la FEG de concevoir un processus pour calculer les paniers de dépenses minimum par secteur et de réadapter les outils HEA pour prendre en compte l'analyse de résilience PDM.

Le point de départ pour la détermination d'un PDM **sectoriel** est l'établissement de normes minimales acceptables pour chaque secteur qui sont fixées par les agences internationales et les gouvernements nationaux à des fins politiques et d'intervention humanitaire, et que ces normes acceptées puissent être utilisées pour décider quels éléments entrent dans le panier sectoriel et dans quelle quantité. Le coût total du PDM par secteur représente la dépense minimale (ou le revenu minimum) requise pour satisfaire aux normes de bien-être.

La conception et la mise en œuvre du processus du PDM sectoriel ont été testées dans une zone de moyens d'existence rurale au Niger et dans une zone de moyens d'existence rurale au Sénégal. Une évaluation de base menée dans la zone urbaine de la ville de Diffa a fourni une occasion supplémentaire de tester l'application du processus du PDM dans l'évaluation et l'analyse de référence HEA. L'objectif est de continuer à intégrer pleinement l'analyse du PDM sectoriel dans le processus HEA depuis l'évaluation de base jusqu'à l'analyse des résultats et la modélisation de la résilience.

Les résultats montrent que le seuil du PDM fournit un objectif économique important pour les planificateurs du développement. En tant que tel, il permet de mesurer la résilience ou **la robustesse économique**, qui prend en compte les notions de bien-être et de dignité ainsi que de santé économique et physique. Ce concept de robustesse est différent de la définition de la résilience en tant que capacité à résister aux chocs. Le seuil du PDM sectoriel lui-même est la somme d'un ensemble d'éléments individuels répartis dans 9 paniers sectoriels différents. La finalisation des paniers sectoriels nécessite des discussions approfondies avec les partenaires locaux pour s'assurer qu'il y a consensus et transparence sur la **composition** de chaque panier sectoriel². Les résultats de ce projet pilote sur le calcul

¹ Voir L. M. Jean Baptiste et JM Abela, 2016: *A Minimum Essential Budget for a Decent Living – 2016*. CARITAS Malta, 2016.

² Les neuf secteurs sont: l'abri et les articles ménagers; le WASH (eau, assainissement et hygiène); l'habillement; l'éducation; la santé; les moyens de subsistance; les contributions fiscales et communautaires; la protection et la sécurité; et le panier pour un régime alimentaire sain. Idéalement, le seuil du PDM permet d'équilibrer le coût d'un niveau minimum de bien-être fondé sur des normes sectorielles, mais qui se situe également dans la fourchette de revenus de certains ménages de la population locale. Si un seuil est trop élevé, une réévaluation de la quantité ou de la qualité de certains articles dans les paniers est nécessaire.

et l'application d'un seuil du PDM sectoriel pour l'analyse de la résilience HEA apporteront un soutien au Cash Learning Partnership (CaLP) dans leurs pays d'intervention. Le CaLP est engagé dans un effort continu pour développer le PDM en tant que première étape dans la conception des transferts monétaires à usage multiple. En outre, cette étude pilote soutiendra le CILSS dans ses analyses de la résilience à travers l'outil RIMA. Les résultats du PDM renforceront également l'analyse HEA en fournissant un seuil pour la planification du développement qui reconnaît le coût réel pour satisfaire aux normes sectorielles minimales en matière de santé, d'éducation, d'eau, d'hygiène, d'assainissement, etc. Les ménages qui se situent en dessous du seuil PDM et qui ont un score de résilience PDM inférieur à 1, gagnent un revenu qui n'est ni suffisant pour protéger leurs moyens de subsistance pendant les mauvaises années, ni suffisant pour atteindre les niveaux de vie minimum pendant les bonnes années. À cette fin, nous pouvons affirmer que ces ménages ne sont ni **résilients** aux chocs communs ni suffisamment **robustes** pour satisfaire aux normes minimales de bien-être.

Ce rapport est structuré autour de quatre sections principales.

Section 1 - La section sur le contexte analyse les raisons qui justifient la conduite d'une étude sur le PDM; les résultats attendus de l'étude PDM; comment elle a été mise en œuvre; la signification des différents termes dans la littérature PDM; quelles autres études PDM ont été conduites à travers le monde; et quels problèmes sont apparus lors de la revue de la littérature.

Section 2 - La deuxième section décrit les étapes nécessaires pour calculer un PDM par secteur. Il y a 6 étapes au total notamment une analyse du seuil du PDM sectoriel par rapport au *revenu total* des ménages.

Section 3 - La troisième section explore les paniers sectoriels dans le cadre d'une étude pilote au Niger (zone de moyens de subsistance agropastorale NE04 de Mainé Sorora Diffa). Cette section comprend également un exemple d'utilisation du seuil du PDM pour l'analyse de la résilience, en s'appuyant sur des études de cas au Sénégal et au Niger. L'utilisation de données du panier sectoriel pour une analyse plus spécialisée des dépenses axées sur les enfants est illustrée par des données récentes provenant d'une étude dans une zone urbaine à Diffa, au Niger.

Section 4 - Les prochaines étapes de l'intégration de l'analyse du PDM dans les travaux en cours de la HEA dans la région du Sahel sont brièvement décrites à la fin du rapport.

Des directives opérationnelles pour le calcul d'un seuil PDM par secteur ont été préparées dans le cadre de cette étude et sont disponibles au niveau du Bureau régional HEA Sahel de SCI comme document complémentaire à ce rapport final.

Table des matières

PANIERES DE DÉPENSES MINIMUM SECTORIELS	1
Paniers de dépenses minimum sectoriels	2
Résumé exécutif	2
Section 1 - Aperçu.....	5
Contexte	5
Objectif.....	5
Méthodologie	6
Définitions.....	6
Revue de littérature	8
Section 2 - Comment calculer un PDM	13
Un processus en 5 étapes.....	13
Section 3 - Analyse	19
Les paniers sectoriels - Étude de cas de Diffa (Niger).....	19
Changements par rapport à l'année de référence et de l'année en cours - Zone agropastorale de Diffa (Niger).....	30
Seuil du PDM sectoriel et Analyse de la résilience HEA - Deux (2) études de cas - Sénégal et Niger.....	31
Analyse des résultats HEA et du PDM sectoriel.....	36
Dépenses sectorielles axées sur les enfants - Étude de cas de la ville de Diffa (Niger)	38
Section 4 - Prochaines étapes	41
Références	44
Annexe 1 - Normes sectorielles	45
Annexe 2 – Composition des paniers sectoriels.....	53
Annexe 3 - Dépenses ménagères de la zone agropastorale de Diffa et paniers sectoriels	55

Section 1 - Aperçu

Contexte

La détermination du panier de dépenses minimum (PDM) a été réalisée dans le cadre du projet HEA Sahel de Save the Children International (Bureau Afrique de l'ouest) entre juillet 2017 et janvier 2018. L'étude comportait trois phases : le développement d'outils (phase 1); la phase pilote (phase 2) et l'analyse et la rédaction des rapports (phase 3). L'étude a été commanditée pour fournir une plus grande capacité d'analyse dans le cadre de l'analyse HEA afin de mesurer la résilience des ménages. L'approche PDM a été proposée pour deux raisons. Premièrement, une étude mondiale de SCI note qu'il est nécessaire de s'appuyer sur le cadre d'analyse HEA standard dans certains contextes pour « *mieux comprendre comment la pauvreté et les chocs peuvent affecter le bien-être des enfants en termes d'éducation, de santé, de protection et de nutrition sur la base des dépenses des ménages et des capacités économiques* ». En outre, dans la région du Sahel, le Cash Learning Partnership (CaLP) envisage une action coordonnée pour déterminer le PDM dans 4 pays (Mali, Niger, Tchad et Cameroun). Le calcul du seuil du PDM est considéré comme une première étape importante dans la conception d'un système de transfert monétaire multisectoriel (c'est-à-dire un transfert monétaire à usage multiple). L'initiative de Save the Children de concevoir un PDM au Niger et au Sénégal était donc une réponse à une étude mondiale et une réponse aux initiatives régionales. L'étude du PDM soutiendra également les efforts du CILSS dans la région du Sahel pour entreprendre une analyse de résilience en fournissant un nouvel outil du cadre d'analyse HEA.

Le panier de dépenses minimum est défini comme un ensemble de biens et de services qui assure un niveau de vie décent et digne. Le PDM représente ce que les gens doivent payer pour avoir un niveau de vie minimum acceptable. Le coût total du panier fixe le **seuil** des dépenses minimum (ou revenu minimum) pour une vie saine et digne. Ainsi, la question qu'il faut poser est « quel niveau de revenu est nécessaire pour avoir un niveau de vie minimum acceptable ? »³. La discussion du PDM conduit souvent à des discussions sur les seuils de pauvreté, une norme de revenu minimum et / ou un salaire décent. Le seuil PDM est généralement déterminé par personne ou par ménage, mais les coûts peuvent être ventilés par âge et par sexe si une analyse du bien-être des enfants, par exemple, est nécessaire.

Objectif

L'objectif général de l'étude est de déterminer un seuil du PDM par secteur qui pourra être intégré au cadre d'analyse HEA. Cela permettra d'approfondir la capacité analytique actuelle de la HEA dans la région du Sahel en ajoutant une mesure du bien-être des ménages et de la robustesse économique.

Les principaux objectifs de l'étude du PDM sectoriel sont:

- 1) Concevoir une approche pour déterminer le seuil du PDM; déterminer les informations nécessaires au calcul des paniers sectoriels et entreprendre une étude pilote au Niger et au Sénégal;
- 2) Adapter les formulaires et outils HEA pour incorporer des données sur les paniers sectoriels et définir un seuil du PDM sectoriel;
- 3) Préparer un guide opérationnel pour le calcul des paniers sectoriels et l'analyse des données,
- 4) Analyser les nouvelles données de base et du PDM dans des zones sélectionnées au Niger et au Sénégal et entreprendre une analyse du revenu total des ménages par rapport au seuil du PDM.

Un autre objectif a été pris en charge par le bureau de Save the Children pour l'Afrique de l'ouest: à savoir consulter le CaLP et lui faire part de ses commentaires afin d'intégrer l'étude HEA sur les paniers sectoriels à l'initiative PDM proposée par le CaLP.

³ MESL / VPSJ, MESL/VPSJ, 2017: *A Minimum Essential Standard of Living and A Minimum Income Standard*. Vincentian Partnership for Social Justice / Minimum Essential Standard of Living, Dublin, 2017.

Méthodologie

L'étude du PDM sectoriel a été réalisée en 3 phases.

- 1) Phase 1: Étape de conception incluant une phase pilote
- 2) Phase 2: Travail de terrain dans deux nouvelles Zones de moyens d'existence
- 3) Phase 3: Analyse des données et synthèse des résultats

Phase 1 - La phase de conception comprenait plusieurs éléments importants. Tout d'abord, une revue de la littérature a fourni un aperçu des approches pour calculer un PDM. Il n'y a pas de méthode universelle pour concevoir et calculer le PDM, et un examen sélectif des expériences au niveau international a été crucial pour décider quelle approche utiliser dans le contexte de l'Afrique de l'ouest. Deuxièmement, les questionnaires au niveau national et au niveau village ont été conçus pour identifier les normes sectorielles (ou les normes villageoises en l'absence de normes sectorielles). Troisièmement, un projet pilote au Niger et au Sénégal a été réalisé pour consolider la liste des articles pour chaque panier sectoriel, en fonction des normes sectorielles. Des informateurs clés de divers secteurs ont été interrogés au niveau national (Niamey et Dakar). Les entretiens au niveau du village ont utilisé une approche de groupe cible, ciblant les ménages les plus pauvres.

Phase 2 - Deux nouvelles évaluations de référence HEA ont été réalisées par l'équipe HEA Sahel. Les zones sélectionnées comprenaient deux zones de moyens d'existence au Niger (NE04) et au Sénégal (SN13). Les évaluations de référence ont adopté l'approche de terrain HEA standard. Cependant, pour faciliter l'analyse du PDM, des données détaillées sur les dépenses ont été collectées sur l'éducation, la santé, l'habillement, le WASH (eau, hygiène, assainissement) et les articles ménagers, car les montants «globaux» habituels rendent difficile la comparaison avec les paniers sectoriels. Les outils de stockage et d'analyse des données HEA ont été adaptés pour intégrer des informations supplémentaires sur les dépenses et permettre une analyse du *revenu total par rapport* au seuil du PDM.

Phase 3 - La phase finale a nécessité une analyse des nouveaux résultats de référence par rapport au seuil du PDM ainsi qu'un examen détaillé des dépenses des ménages pauvres par rapport aux paniers sectoriels. Les résultats ont été partagés par l'équipe de HEA Sahel avec des partenaires à Niamey et à Dakar. Les réactions des partenaires sur ces consultations permettront des améliorations supplémentaires de l'outil PDM. La phase finale comprenait également l'adaptation de la feuille d'analyse d'impact sur les moyens d'existence (LIAS). La modification du LIAS signifie que, dans l'année en cours, les mises à jour du seuil du PDM feront partie intégrante de l'analyse des résultats HEA. Cela améliorera l'analyse de la résilience HEA pour la planification précoce et la planification du développement.

Définitions

Termes de base

Les termes de base utilisés dans ce rapport sont expliqués dans le tableau ci-dessous.

Terme	Définition
Panier de dépenses minimum	Le panier de dépenses minimum est un panier de biens et de services qui permettent un niveau minimum acceptable de bien-être, de bonne santé, de sécurité et de dignité. Le niveau minimum acceptable dans ce cas est défini par des normes sectorielles.
Composantes du panier	Le panier est constitué de deux composantes principales: (1) les produits alimentaires; et (2) les produits non alimentaires (NFI).

Panier alimentaire	Le panier alimentaire minimal contient les denrées alimentaires nécessaires pour satisfaire les besoins en énergie de 2100 kcal par personne et par jour et qui proviennent d'un régime alimentaire local raisonnablement varié.
Panier non alimentaire (NFI)	Le panier NFI contient les articles qui offrent un niveau de vie minimum acceptable selon les normes sectorielles internationales et nationales
Secteurs	Un secteur est une partie distincte de l'économie ou de la sphère d'activité. Les secteurs typiques inclus dans un PDM sont: les abris et les articles ménagers; l'eau, hygiène et assainissement (WASH); l'habillement; la santé, la nutrition et un régime alimentaire sain; l'éducation, les moyens de subsistance; les impôts, l'épargne et le crédit; le transport et les communications ainsi que la sécurité et la protection.
Normes sectorielles	Les normes minimales acceptables peuvent être dérivées des normes internationales (telles que les normes humanitaires du Projet Sphère) et / ou des normes nationales. Les paniers alimentaires peuvent également refléter les normes communautaires et les préférences alimentaires locales dans la mesure où ils répondent aux normes minimales en matière de nutriments et d'énergie. Les normes communautaires peuvent aider à déterminer la qualité d'un article dans le PDM.
Seuil de pauvreté	Le niveau en dessous duquel le revenu d'une personne ou d'un ménage n'est pas suffisant pour couvrir le coût des besoins essentiels et/ou un niveau de vie minimum acceptable.
Salaire décent	Un salaire décent est défini comme le revenu minimum requis pour satisfaire les besoins humains fondamentaux. Ces besoins constituent plus qu'une simple subsistance (c.-à-d. un minimum de survie), mais incluent plutôt la notion d'abris adéquats, de santé, d'éducation, de vêtements, d'eau, de nourriture et d'autres dépenses accessoires.
Revenu minimum	Le revenu minimum est le montant requis par un individu ou un ménage pour couvrir le coût/les besoins d'un niveau de vie minimum acceptable.
Résilience	La capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à atténuer, s'adapter et se remettre des chocs et des tensions de manière à réduire la vulnérabilité chronique et à favoriser une croissance inclusive (USAID)

Analyse de la résilience

La résilience est un concept utilisé pour déterminer les ressources dont les ménages ont besoin pour faire face aux chocs sans compromettre leur base économique, ce qui accélère le retour à la santé économique et à la viabilité après un choc. La HEA a sa propre approche de mesure de la résilience qui s'appuie sur un cadre analytique bien établi qui est utilisé depuis le début des années 1990.

Dans l'analyse HEA, le score de résilience des moyens de subsistance est utilisé pour évaluer la résilience des ménages aux chocs qui surviennent fréquemment dans la zone cible (selon le groupe de richesse). Un scénario est mis en œuvre en calculant une spécification du problème pour chaque paramètre clé (comme la production agricole ou les prix des aliments de base) sur la base d'analyses de l'impact des chocs passés. Le scénario ne comprend que les stratégies d'adaptation considérées comme productives (c.-à-d. qu'elles ne présentent pas de risque élevé ou ne nuisent pas à la survie future des moyens de subsistance). Le résultat est le revenu total prévu des ménages de chaque groupe de richesse qui est ensuite comparé au seuil de protection des moyens de subsistance. Les ménages des groupes de richesse dont le revenu

total est supérieur au seuil sont considérés résilients parce qu'ils auront les ressources nécessaires pour protéger leur vie et leurs moyens de subsistance pendant un choc et ainsi se rétablir relativement rapidement. Les ménages au-dessous du seuil ne peuvent pas protéger leurs moyens de subsistance pendant un choc et tomberont ainsi plus profondément dans la pauvreté même une fois la crise passée. Cette analyse de la résilience à l'aide de la modélisation de scénario HEA et du seuil de protection des moyens de subsistance permet aux utilisateurs HEA de calculer un score de résilience des moyens de subsistance. Le score de résilience est le rapport entre le revenu total après le choc et le seuil de protection des moyens de subsistance. Un score inférieur à 1 signifie que les ménages de ce groupe de richesse particulier ne sont pas résilients aux aléas courants dans leur région, et l'écart qui en résulte permet d'indiquer le niveau de revenu nécessaire pour atteindre les objectifs de résilience.

Le seuil sectoriel PDM peut contribuer à l'analyse HEA de la résilience en fournissant une mesure supérieure des ressources nécessaires pour vivre au niveau ou au-dessus d'un standard de bien-être. Dans l'analyse HEA, la richesse est définie en termes relatifs par les populations locales. Les ménages des groupes de richesse moyens et aisés sont considérés comme mieux lotis par rapport aux pauvres. Cependant, comparés aux normes internationales et nationales en matière de bien-être, ces ménages moyens et aisés peuvent tomber en dessous du seuil PDM, ce qui conduit à un examen plus attentif de leur niveau de vie et des objectifs de développement associés.

Le seuil du PDM sectoriel peut ainsi contribuer au débat sur la résilience en fournissant une norme économique supérieure au seuil de protection des moyens de subsistance HEA. Le seuil PDM sectoriel fournit une mesure de robustesse économique plus complète que le score de résilience des moyens de subsistance car il tient compte des normes sectorielles minimales en matière de santé, d'assainissement, d'hygiène, d'abris, d'équipements ménagers (cuisine, éclairage, sommeil et habillement), d'éducation, de moyens de subsistance de base, de protection en période de violence, de contributions communautaires (« inclusion sociale ») et de régime alimentaire sain. Le concept de résilience du PDM par secteur consiste donc à disposer des ressources nécessaires pour satisfaire aux normes minimales de **bien-être**. Les ménages au-dessus du seuil sont raisonnablement robustes d'une manière minimum acceptable. Leurs ressources leur procurent des avantages plus susceptibles de favoriser la croissance économique et la stabilité à l'avenir. Les ménages qui se situent en dessous du seuil du PDM sectoriel sont moins robustes car, sans les ressources nécessaires pour atteindre les normes de base en matière de santé, d'hygiène, d'éducation, etc., ils sont vulnérables aux chocs économiques. Ce concept de résilience fournit donc un engagement à plus long terme pour un accroissement des revenus à des niveaux minimums de bien-être afin d'assurer une « robustesse » plus globale que celle contenue dans le concept de résilience actuellement utilisé à des fins d'alerte précoce.

Revue de littérature

Aperçu

Les calculs PDM sont de plus en plus utilisés par les agences impliquées dans les transferts monétaires au profit des populations vulnérables. Leur utilisation n'est pas encore répandue, mais quelques cas notables d'applications du PDM dans des contextes de transferts monétaires ont été notés au Liban, en Syrie, en Turquie et en Somalie. À ces exemples s'ajoute une petite étude sur les transferts monétaires réalisée par World Vision au Niger et une étude longitudinale en Afrique du Sud axée sur le travail de plaidoyer sur la pauvreté alimentaire. En dehors de la région africaine, des exemples de l'Irlande, du Kazakhstan et du Bangladesh ont été examinés pour fournir une image plus globale.

Pays	Qui fait quoi ? quand ?	Utilisé / Comment ?
Liban	Projet de réponse améliorée des capacités (Enhanced Response Capacity Project) 2014-2015, cashlearning.org	Une boîte à outils complète a été conçue pour améliorer les programmes de subventions en espèces/ de transferts monétaires à usage multiple pour les réfugiés syriens au Liban. Les directives ont montré que la conception d'un PDM dans une situation de crise humanitaire requiert une consultation avec les populations affectées et de se référer aux normes internationales (telles que les normes humanitaires du Projet Sphère ainsi que le droit international humanitaire et les droits humains). Les normes de consommation minimales fixées par le PDM constituent le fondement des interventions sectorielles et peuvent fournir des informations sur les montants des subventions en espèces à usage multiple afin d'atteindre les objectifs sectoriels.
Turquie	Programme alimentaire mondial, 2016	Établir des critères de ciblage et un PDM pour informer sur une approche de base des besoins de programmation pour les réfugiés syriens en Turquie. Faire la différence entre un PDM de survie (SMEB en anglais, il représente le coût mensuel par habitant qui est le minimum nécessaire pour la survie physique); et le PDM (le coût mensuel par tête qui permet à une personne de vivre avec dignité).
Syrie	Groupe de travail technique réponses monétaires, 2012	Élaboration d'une approche normalisée pour calculer la valeur d'un PDM de survie pour les émissions/transferts en espèces dans le nord de la Syrie. Il a été recommandé que la valeur totale du SMEB ne diffère pas sensiblement des dépenses mensuelles de base des ménages pour éviter les conflits entre la population hôte et les populations de réfugiés.
Afrique du Sud	PACSA, 2017 (annuel depuis 2012)	36 produits alimentaires communs aux ménages à faible revenu font l'objet d'une surveillance mensuelle le même jour entre le 21 et le 24 du mois, à partir des mêmes 6 magasins de vente au détail les plus fréquentés par les ménages à faible revenu. L'analyse porte sur le nombre d'articles dont le prix a augmenté de plus de 5% et sur l'augmentation moyenne des prix, notamment celui des céréales et 4 aliments de base. L'analyse porte également sur l'impact de la hausse des prix sur le panier alimentaire des ménages à faible revenu. Les variations de la valeur de leur panier alimentaire sont comparées au coût d'un panier alimentaire minimum, en se concentrant sur le coût de l'alimentation d'un enfant avec un régime nutritif de base. Les résultats de ce projet de surveillance basé sur les aliments en Afrique du Sud informent la réponse de l'Agence pour l'action sociale de la communauté de Pietermaritzburg sur les seuils de la pauvreté alimentaire et les niveaux de subvention alimentaire pour enfants.

Pays	Qui quand	Comment c'est utilisé
Irlande	Minimum Essential Budget Standards Research Centre, Dublin, 2017 (Vincentian Partnership for Social Justice).	La surveillance MESL évalue le coût hebdomadaire moyen d'un panier complet de marchandises. Le panier inclut la nourriture, les vêtements, les soins de santé, les soins personnels, les biens ménagers, la communication, l'éducation, les transports, les services publics (combustible, éclairage et chauffage), le loyer, l'eau et l'inclusion sociale. Il y a plus de 2 000 articles dans le panier qui, ensemble, répondent aux besoins physiques, psychologiques et sociaux de la population. La composition du panier découle d'un «consensus social négocié sur ce que les gens croient essentiel pour un niveau de vie minimum acceptable».
Somalie	FSNAU / Cluster sur la sécurité alimentaire en Somalie, 2017	La FSNAU a mis au point un PDM consistant en un ensemble minimum de produits alimentaires de base comprenant 2 100 kcal / personne / jour et un minimum d'articles non alimentaires de base nécessaires à la survie. Le coût calculé du PDM est celui pour une famille de 6 à 7 personnes. Le PDM est surveillé et les résultats renseignent sur les valeurs des transferts monétaires en Somalie. Ce calcul du PDM est basé sur un panier de survie où le panier alimentaire représente 70-80% du PDM total.
Bangladesh	CPD Bangladesh & Berenschot International, 2013	L'objectif de la recherche au Bangladesh était de fournir une définition d'un salaire minimum fondé sur des normes acceptées à l'échelle mondiale et de proposer une méthode d'estimation du salaire minimum. L'étude de cas a montré qu'il existe trois méthodes pour mesurer la pauvreté pour éclairer les débats sur le salaire minimum, notamment le seuil de pauvreté supérieur du gouvernement, le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu et le coût d'un régime modèle pour répondre aux besoins énergétiques et nutritionnels essentiels.
Kazakhstan	Ministère du Travail + Agence de la statistique, 2006	La méthodologie de mesure du PDM a été mise à jour pour permettre une mesure améliorée du minimum vital afin d'informer les seuils de pauvreté. Le PDM est calculé par rapport au nombre d'habitants selon le sexe et l'âge (c.-à-d. pour 6 groupes de population différents).

Principaux enjeux

1) 2 Approches pour calculer un PDM

(a) **Méthode indirecte** - Cette méthode applique une approche plus rapide pour calculer le PDM. Il s'appuie principalement sur des données secondaires et est connue sous le nom d'approche indirecte parce qu'elle permet de calculer le coût des produits non alimentaires en déduisant le coût des aliments du montant des dépenses totales.

La première étape de cette approche consiste à définir de manière détaillée en quoi consiste le panier alimentaire minimum acceptable. Les articles sont sélectionnés, les quantités définies et le coût de chaque article ainsi que le coût total du panier sont ensuite calculés. L'étape suivante consiste à examiner les enquêtes nationales auprès des ménages ou d'autres données économiques sur les ménages afin de déterminer l'importance proportionnelle des coûts des aliments par rapport aux dépenses totales. Cette revue met l'accent sur les centiles inférieurs de la population (c'est-à-dire les pauvres). Une fois que l'importance proportionnelle du panier est déterminée, le coût du panier d'articles non alimentaires peut être calculé. En Géorgie, par exemple, un examen des données nationales a montré que les coûts alimentaires représentaient généralement 40% des dépenses totales des ménages pauvres. Ainsi, 60% du PDM⁴ étaient alloués au panier d'articles non alimentaires. En Somalie, le panier alimentaire constituait 70 à 80% du PDM par secteur. Ce qui, probablement, représente une image fidèle des coûts et dépenses sur une grande partie du continent africain.

(b) **Méthode directe** - La méthode directe repose sur le travail de terrain pour déterminer la composition du PDM (c.-à-d. le panier alimentaire et le panier non alimentaire) ainsi que la détermination de la valeur des chaque article du PDM (quantité x prix). La méthode directe peut prendre plus de temps que la méthode indirecte car elle nécessite une collecte de données primaires ainsi qu'un consensus sur la composition du PDM total avant la finalisation. Les discussions des focus groupes et des informateurs clés pour déterminer les normes sectorielles ou les «repères» ainsi que les visites au niveau des marchés pour recueillir des données sur les prix sont des étapes importantes de cette méthode. Bien que la méthode directe puisse être particulièrement coûteuse dans les pays ayant une liste très étendue d'articles non alimentaires, une étude du BIT de 2012 indique que «la moitié des pays de l'enquête de la Division de la statistique de l'ONU ont appliqué la méthode directe ». (p.11).

2) PDM de survie ou PDM standard

Les études de cas en Jordanie et au Liban ont consisté à calculer un PDM pour éclairer les interventions humanitaires en faveur des réfugiés syriens. Dans les deux cas, la distinction a été faite entre un PDM de survie et un PDM standard. Le PDM standard est le coût requis pour mener une vie digne. Le PDM de survie est le coût nécessaire pour répondre aux besoins de survie de base.

La différence entre *survie* et *standard* se manifeste de deux manières:

(a) **Composition des paniers** - Le PDM standard comprend des articles pour plusieurs secteurs. Par exemple, dans le PDM standard, les dépenses pour l'éducation, la santé, les articles ménagers, le transport et la communication sont ajoutés aux coûts des services publics. Le PDM standard peut également inclure des éléments qui sont culturellement spécifiques et essentiels à une vie digne, tels que l'épargne funéraire,

⁴ En termes statistiques, en Géorgie, les analystes ont utilisé l'analyse de régression et / ou les moyennes pour calculer le coefficient d'Engel afin de déterminer le coût des articles non alimentaires ainsi que la valeur totale du PDM.

ou d'autres contributions sociales. En revanche, le PDM de survie ne comprend que des besoins très élémentaires tels que le logement, l'eau, les équipements sanitaires et la nourriture.

(b) **Valeur des paniers** - Le PDM standard est composée d'une plus grande diversité de produits alimentaires au niveau de panier alimentaire alors que dans les paniers non alimentaires, alors que l'accent est mis sur les quantités des différents articles au niveau des paniers non alimentaires.

3) Calculer un PDM dans des contextes humanitaires

Un calcul du PDM basé sur le respect de/en se conformant certains niveaux de vie peut être trop vague pour un ciblage efficace dans des situations de réfugiés et/ou de crise. De ce fait, si le calcul PDM est trop élevé, trop de personnes tomberont sous le seuil et le ciblage sera trop inclusif. Par conséquent, dans les contextes humanitaires et de réfugiés (comme dans le cas des réfugiés syriens en Turquie), le calcul du PDM était basé sur les dépenses réelles des pauvres plutôt que sur le coût estimé pour avoir un certain niveau de vie.

Dans l'étude de cas mené en Turquie, le point de départ dans la conception du PDM consistait à évaluer un ensemble de produits alimentaires généralement consommés par les pauvres aux/par rapport aux prix locaux. L'équipe de conception a ensuite ajouté une allocation spécifique pour les dépenses non alimentaires. Ce panier d'articles non alimentaires correspond aux dépenses des pauvres.

4) Calcul d'un PDM dans des contextes de non-crise

Un PDM calculé en dehors d'une situation de crise est souvent utilisé comme indicateur du seuil de pauvreté. Le PDM est donc un calcul du coût pour atteindre d'un niveau de vie minimum acceptable. La valeur de ce type de calcul PDM est qu'il montre l'écart réel entre ce que gagnent les ménages pauvres et ce que cela coûte pour avoir un niveau de vie minimum. Ces résultats alimentent le plaidoyer autour des salaires de subsistance, des normes de revenu minimum et d'autres outils de politique sociale qui peuvent hisser les gens au-dessus du seuil de pauvreté.

5) PDM par personne ou par ménage - Échelles d'équivalence / Coût

Le PDM peut être défini par personne ou par ménage. Le coût par personne est généralement calculé pour un adulte vivant seul. Les calculs par ménage sont plus complexes car ils doivent tenir compte de l'âge et du sexe des personnes dans le ménage. Les coûts diffèrent pour les personnes d'âges différents – il revient moins cher de nourrir un enfant en bas âge, par exemple, que de nourrir un adolescent en pleine croissance, et les frais de scolarité pour un élève du secondaire sont généralement plus élevés que pour un élève du primaire. Un autre élément est que lorsque certains coûts sont partagés par plusieurs personnes ils sont moins chers que lorsqu'ils sont à la charge d'une seule personne. Le loyer ou l'achat d'une marmite sont des exemples précis de l'effet des coûts partagés. Par conséquent, bien que les besoins d'un ménage augmentent avec chaque membre supplémentaire, certains coûts peuvent être partagés et cette «économie d'échelle» signifie que le coût du PDM pour un ménage de 8 personnes est inférieur, par personne, au coût du PDM pour un ménage composée d'une seule personne. L'outil «échelle d'équivalence» a été conçu pour résoudre ce problème et permet à l'utilisateur d'ajuster les coûts pour d'autres membres du ménage. Au Canada, par exemple, l'échelle d'équivalence est de 0,4 pour chaque personne supplémentaire dans un ménage.

Dans les études de cas sur les réfugiés syriens au Liban et en Jordanie, le coût du PDM a été calculé de différentes manières. En Jordanie, le PDM a été calculé pour une catégorie de ménages de différentes tailles. Au Liban, un PDM de base a été calculé pour un ménage de 5 personnes. En Irlande, une approche différente a été utilisée. Le MESL (niveau de vie des dépenses minimales) contourne la discussion sur «l'équivalence» en définissant le coût d'un panier de biens pour différents types de ménages en fonction d'une analyse des coûts par sexe et par âge. Leur système comprend 6 types de ménages différents. En outre, le MESL propose un calculateur de revenu minimum, un outil qui permet aux individus d'évaluer le revenu dont leur type de ménage a besoin en fonction du coût de leurs besoins minimums.

6) Différences inter et intra-pays

Le seuil du PDM devrait être calculé séparément pour les populations urbaines et rurales. Les populations urbaines bénéficient de coûts différents en raison des avantages des prix du marché, mais aussi en raison de dépenses supplémentaires, telles que le loyer et les services publics.

Les seuils du PDM varient également d'un pays à l'autre. Il est évident que les prix ne seront pas les mêmes d'un pays à l'autre en fonction des valeurs en monnaie locale et des systèmes de marchés nationaux. Toutefois, un autre facteur clé est que les services sont fournis par différents types de systèmes. Par exemple, les services de santé dans un pays peuvent être disponibles gratuitement, mais dans un autre pays, les mêmes soins de santé peuvent être dispensés sur une base payante. Une autre considération est que certaines normes peuvent différer d'un pays à l'autre et cela affecte le type (qualité) et la quantité de certains articles. Le panier habillement et / ou le panier contributions communautaires sont des exemples de secteurs qui sont façonnés non seulement par des normes internationales, mais aussi par des normes nationales et communautaires.

Section 2 - Comment calculer un PDM

Un processus en 5 étapes

Aperçu

Le calcul d'un PDM sectoriel se décline en plusieurs étapes dont les principales sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Étape	Activité clé
<i>Etape 1</i>	Définir la composition du PDM - Revoir les normes sectorielles (internationales et nationales). Elaborer une liste d'éléments requis pour satisfaire ces normes.
<i>Etape 2</i>	Pour chaque élément, <u>évaluer le montant nécessaire</u> pour satisfaire les normes minimales acceptables dans le secteur. Le processus nécessite que l'on détermine quels éléments sont partagés au sein d'un ménage et combien il faut par ménage et par personne.
<i>Etape 3</i>	<u>Recueillir les prix de chaque article</u> identifié dans la liste du PDM sectoriel. Le prix unitaire de chaque article doit être indiqué (c.-à-d. par jour, par article, par année et ainsi de suite). Une fois que les prix sont collectés, il convient de faire attention aux différences de prix saisonnières pour certains articles et aux différentes variétés et à la qualité des articles (produits locaux vs. importés par exemple). Le sexe et l'âge des personnes dans le ménage doivent également être spécifiés pour un suivi précis des prix.
<i>Etape 4</i>	<u>Calculez chaque coût</u> du PDM sectoriel. S'assurer que la composition d'un ménage typique a été définie parce que le nombre et l'âge des filles et des garçons, des hommes et des femmes dans le ménage auront une incidence sur le calcul des coûts de santé, d'éducation, d'hygiène et d'habillement. <u>Calculer le coût total du PDM.</u> Ajouter les coûts par secteur pour calculer le coût total PDM par secteur. Ce calcul représente le coût des biens et services requis pour satisfaire à certaines normes minimales pour avoir une vie saine et digne.
<i>Etape 5</i>	<u>Analyser le coût total du PDM par secteur</u> par rapport aux dépenses réelles du ménage. Il s'agit d'une comparaison des dépenses et des coûts pour la même année . On peut à la fois effectuer les calculs par personne ou par ménage et toutes les hypothèses doivent être explicites. (c'est-à-dire que la taille du ménage doit être clairement indiquée).

Étape 6	Surveiller les coûts du PDM par secteur chaque année et faire les mises à jour pour l'année en cours .L' analyse du PDM par secteur de l'année en cours peut être combinée avec l'analyse des résultats HEA pour fournir une évaluation des <i>revenus totaux</i> du ménage pour une année donnée (par groupe de richesse) par rapport aux coûts du PDM par secteur.
----------------	--

Un manuel détaillé, *Sector MEB Operational Guidelines, (Directives opérationnelles du PDM sectoriel)*, fournit des indications étape par étape du processus de calcul d'un PDM sectoriel. Voici un bref résumé des principales activités à chaque étape du processus.

Étape 1 - Définir les normes sectorielles

Quelles normes ?

Le point de départ d'un PDM est qu'il définit les dépenses minimales ou le revenu minimum nécessaire pour couvrir les besoins pour une vie normale, saine et digne. Il a fallu choisir quelques normes et, dans ce cas, le processus s'est déroulé en deux étapes: (i) d'abord aligner les paniers sur les normes les plus élevées lors de la comparaison internationale, nationale et locale; et (ii) inclure des normes nationales et/ou locales lorsqu'il y a des écarts dans les normes internationales tant que les normes nationales et /ou locales ne sont pas trop basses⁵. La *charte humanitaire* du Projet Sphère et les *normes minimales en matière d'intervention humanitaire* constituent la source commune pour les normes sectorielles internationales.

Exemple

Deux exemples de définition des normes sectorielles sont présentés ci-dessous. Les deux exemples illustrent les normes du secteur de l'eau et les normes d'éclairage, de cuisson et de stockage des aliments. Une présentation détaillée de l'ensemble des normes sectorielles incluses dans ce PDM figure à l'**annexe 1**.

Tableau 1 - Normes du secteur WASH (eau, assainissement, hygiène)

Secteur	Normes sectorielles internationales de Sphère	Normes sectorielles nationales
Eau, assainissement et hygiène (WASH)		
WASH		
Eau potable	3 l / personne / jour pour boire et se laver les mains	Sénégal 2-5 l / jour sont nécessaires. Le paiement dépend de la disponibilité de la pompe.
Eau - autres usages	7,5-15 l / personne / jour pour couvrir tous les besoins de boisson, de cuisson, de bain et d'hygiène.	Minimum de 1 jerrycan (@ 15-20 l) / jour / pers pour tous les usages. Le coût est de 0,275 FCFA / l
	La qualité de l'eau devrait être exempte de risques de maladies hydriques. Des comprimés de purification ou de traitement de l'eau peuvent être nécessaires.	Niger - 2-5 L / jour est nécessaire pour l'eau potable. Le paiement dépend de la disponibilité de la pompe.
	La norme pour l'accès à l'eau est que la source ne doit pas être située à plus de 500 mètres du ménage (et il ne faut pas plus de 30 minutes pour aller chercher de l'eau).	Minimum de 1 x jerrycan (@ 20-25 L) / jour / ménage pour les autres usages
Contenants d'eau	2 bidons d'eau de 10 à 20 litres par maison pour le transport et le stockage l'eau.	

⁵ Des discussions de groupe ont eu lieu au niveau du village pour déterminer les normes locales. Au niveau national, des entrevues avec des informateurs clés ont eu lieu pour déterminer les normes nationales. Là où il y avait plusieurs normes pour un secteur, la norme la plus élevée a été choisie.

Tableau 2 - Normes du secteur de l'éclairage, de la cuisson et du stockage des aliments (secteur Abri et articles ménagers)

Secteur	Norme sectorielle internationale de Sphère	Normes sectorielles nationales
ABRI et produits ménagers		
Utilitaires et produits ménagers		
Eclairage	1 lanterne par foyer et bougies avec allumettes ou torche et batteries	Niger + Sénégal - Les torches chinoises + les batteries sont les plus courantes. Les bougies sont également disponibles.
Cuisson	Poêle (avec une bonne ventilation et économe en énergie)	Le nouveau poêle n'est pas inclus dans le PDM.
	Combustible / bois de chauffage avec stockage à sec	Niger + Sénégal - Le bois de chauffage est le plus commun. Il est recueilli gratuitement du buisson.
	2 x casseroles avec des couvercles	1-2 x pots de cuisine par an
	1 x plateau / bassin pour préparer et servir de la nourriture	Cuillères, calebasse, louche, tasse, couteau de cuisine
	1 x couteau + 2 cuillères de cuisson / de service)	
	1 x assiette, cuillère, verre ou tasse par personne	
	Les frais de broyage (voir la section des aliments sur les grains entiers) - les grains entiers sont préférés en termes de leur valeur nutritive et ceux-ci doivent être broyés.	Niger + Sénégal - Pas de normes établies sauf la référence dans Sphère sur la valeur des grains entiers.
Stockage de la nourriture	Unité de stockage de la nourriture dans un endroit frais et sec pour éviter les contaminations et les parasites. HCR	Grenier non inclus dans le PDM. Inclure un contenant pour le stockage de la nourriture.

Dans le calcul d'un PDM sectoriel, il est important de poser des hypothèses. Être clair sur les hypothèses conduites à la transparence de l'analyse. Le calcul du PDM sectoriel doit donc être accompagné d'une note justifiant la liste des articles.

Étape 2 - Lister et quantifier les articles à inclure dans les paniers sectoriels

Utilisation des normes pour créer une liste d'articles

Après avoir identifié les normes pour chaque secteur, l'étape 2 consiste à finaliser une liste d'articles pour chaque panier sectoriel et d'indiquer la quantité à inclure pour chaque article. Bon nombre des normes figurant dans le Manuel Sphère comportaient un élément de corrélation (comme le nombre de litres d'eau requis par personne et par jour). Ces articles pourraient alors être listés directement et la quantité par personne et par ménage déterminée. La décision de calculer le PDM sectoriel initial par ménage était de montrer qu'un PDM sectoriel par personne reviendrait plus cher car un ménage composé d'une seule personne ne tire pas profit de certains coûts partagés et d'économies d'échelle. Les taux d'équivalence n'ont pas été utilisés, bien que le seuil d'un PDM simple par habitant puisse être calculé en divisant la valeur totale du PDM par la taille du ménage. La taille du ménage est déterminée par rapport à la taille moyenne des ménages du groupe de richesse des pauvres pour une zone de subsistance donnée. Pour l'étude de cas au Niger la taille du ménage est de 8 et de 11 pour celui du Sénégal.

Certaines normes, comme la norme sur les abris qui exige une maison bien ventilée, bien éclairée et à faible risque d'incendie avec une zone ombragée pour cuisiner, n'étaient pas faciles à convertir en articles spécifiques. En outre, d'autres normes, telles que la norme de cuisson qui exige un poêle à haut rendement énergétique dans une zone bien ventilée, impliquent des investissements plus importants. Il a été décidé de ne pas inclure de coûts ponctuels importants dans le panier sectoriel.

En résumé :

- Chaque norme a été convertie en un ou plusieurs articles);
- La quantité requise pour chaque article a été enregistrée (par personne et par ménage, en utilisant comme unité de mesure la taille moyenne des ménages des pauvres);
- Les coûts pour les articles uniques tels que les meubles ou les appareils ménagers n'étaient pas inclus;
- Les coûts récurrents (c.-à-d. les articles achetés sur une base quotidienne, mensuelle ou saisonnière) sont inclus. Sont également inclus les petits articles achetés chaque année ou deux fois par an. Pour les équipements et ustensiles de cuisine, on suppose qu'ils sont remplacés tous les deux ans afin d'assurer des normes de qualité et de sécurité (ainsi, lorsque la quantité indiquée est de 0,5, cela signifie 1 nouvel article tous les 2 ans);
- Les articles auxquels on peut avoir accès gratuitement (soit parce qu'ils sont fournis par le gouvernement ou par des agences humanitaires, soit qu'ils sont collectés gratuitement tout en répondant aux normes de qualité) ne sont pas inclus dans le panier. Les prix peuvent être surveillés en dehors du panier.
- Les articles difficiles à standardiser (tels que les frais de transport ou de broyage) n'étaient pas inclus.

Exemple

Un exemple de liste finalisée d'articles pour le panier sectoriel Abris et articles ménagers est présenté ci-dessous. La liste complète est fournie à l'**annexe 2**.

Tableau 3 - Liste finalisée - Panier articles ménagers (secteur Abri et articles ménagers)

Liste finale	Quantité /Taille du ménage 8 (HH 8)	Articles supplémentaires à surveiller
Lanterne	0,5	Bois de chauffe
Torche / lampe de poche	4	Moustiquaire
Batteries (paquet)	12	Frais de broyage (par kg)
Sel iodé (paquet, xx grammes)	12	
Marmite	1	
Cuillère de cuisine / cuillère de service	0,5	
Couteau de cuisine	0,5	
Louche	0,5	
Bol /Marmites + plateau de service	0,5	
Grand gobelet	0,5	
Contenant pour garder la nourriture au frais	0,5	
Stockage pour éviter la contamination des aliments		Grenier local
Matelas / Nattes - GM	2	
Couverture de bébé	1	

Étape 3 - Collecte des données sur les prix

Saisonnalité, qualité, marché et autres facteurs

Avant de collecter le prix des articles dans les paniers sectoriels, cinq variables doivent être d'abord pris en compte:

- la qualité de l'article (local, importé, neuf, d'occasion, etc.)
- le marché (marché urbain, marché suburbain, etc.)

- la saisonnalité (les prix des aliments devraient être le prix moyen pendant la période principale d'achat de nourriture).
- la composition du ménage: l'âge et le sexe des membres du ménage influent sur le prix des articles, des vêtements aux frais de scolarité, en passant par les coûts des soins de santé

Exemple - Panier Habillement

Tableau 4 - Panier habillement - Spécification du prix par article par marché, qualité, saison et âge / sexe

Article	Marché	Qualité	Saison	Nbre par ménage par an	Prix (FCFA)	Total en FCFA
Vêtements, enfant 0-5 ans	Mainé	nouveau, local	Juin ou septembre	2	2500	5000
Chaussures, enfant 0-5 ans	Mainé	nouveau, local	Juin ou septembre	2	500	1 000
Pull / manteau, enfant 0-5 ans	Mainé	nouveau, local	Juin ou septembre	2	2 000	4.000

Calculer le coût du panier alimentaire

Le calcul du coût du panier alimentaire suit le même processus que le calcul du coût du panier non alimentaire. Premièrement, les normes pour un régime alimentaire sain sont établies en déterminant quelle proportion du régime alimentaire est remplie par les groupes d'aliments de base (céréales / racines / tubercules, aliments protéiques, matières grasses, légumes et fruits). Le panier de nourriture saine n'est pas le même que le coût de l'alimentation qui aborde la diversité alimentaire et la diversité des éléments nutritifs. Cependant, le panier alimentaire PDM est censé représenter un régime alimentaire sain en termes de diversité alimentaire, en se basant sur les produits alimentaires disponibles au niveau local. Si le coût du régime alimentaire est disponible dans la zone étudiée, les résultats peuvent être utilisés dans le panier alimentaire du PDM sectoriel.

Une fois la norme établie, les produits alimentaires sélectionnés sont répertoriés en fonction des modèles trouvés dans le régime alimentaire local. Un tableur peut aider à calculer la contribution en kilocalorie de chaque aliment par personne et par an, ainsi que le nombre de kilos requis par année. Une fois le prix par kilo saisi dans la feuille de calcul, le coût total par ménage et par an est calculé. Pour garantir des données rigoureuses sur les prix, il est important de noter la période pendant laquelle les ménages pauvres achètent généralement chaque produit alimentaire, puis d'indiquer le prix moyen pour cette période d'achat.

En résumé :

- Le panier alimentaire pour le PDM par secteur est un calcul plus limité que le coût de l'alimentation. Le panier alimentaire met l'accent sur la diversité alimentaire et ne calcule pas les valeurs nutritives.
- Lors de la détermination des prix, les variables clés sont: le marché, la qualité (produits importés / locaux) et la saison.

Étape 4 – Calcul de la valeur totale du PDM

Processus

Pour évaluer la valeur totale du PDM il suffit de multiplier le nombre d'articles nécessaires par ménage et par an par le prix unitaire. Le coût annuel des différents articles (par ménage) sont ensuite additionnés pour obtenir le montant pour chaque panier sectoriel. La valeur totale du PDM correspond à la somme des coûts du panier sectoriel.

Exemple - Ville de Diffa (Niger)

Tableau 5 - Calcul de la valeur totale du PDM

Secteur	Par HH 8 par an Coût - FCFA
WASH	103 130
Abri et articles ménagers	116,950
Vêtements	57 000
Éducation	18 000
Santé	22 000
Agriculture et élevage	1 680
Contributions fiscales et communautaires	2 000
Protection et sécurité	0
Régime alimentaire sain	1 037 317
TOTAL	1 358 077

Étapes 5 et 6 - Analyse de référence et des résultats

Appliquer le seuil PDM

Un calcul du PDM sectoriel fournit une mesure des ressources nécessaires pour un niveau de vie de base. Pour l'analyse de référence et des résultats, le seuil du PDM est comparé au *revenu total* des ménages (par groupe de richesse) pour estimer/calculer le nombre de ménages qui se situent en dessous du seuil, et l'écart dans leurs ressources. Cette analyse est réalisée pour l'année de référence et l'année en cours. Les résultats informeront les programmes de développement puisque le seuil du PDM fournit un revenu minimum cible pour le bien-être, la santé et la dignité dans la zone cible.

Une analyse de référence du PDM sectoriel commence par un examen de chaque panier sectoriel par rapport aux dépenses réelles des ménages (par secteur). La deuxième étape consiste à comparer le seuil du PDM sectoriel au *revenu total du ménage* et à convertir ce résultat en score de résilience PDM. La section suivante du rapport montre comment appliquer cette analyse en utilisant des études de cas de deux zones de subsistance au Niger (ville de Diffa et Mainé Sorora Diffa / NE04) et au Sénégal (zone de subsistance SN13).

Section 3 - Analyse

Les paniers sectoriels - Étude de cas de Diffa (Niger)

Une nouvelle étude de référence HEA dans la zone rurale de la région de Diffa (Niger) a permis de comparer les données récentes sur les dépenses des ménages avec les coûts unitaires pour les différents secteurs. Le profil de base dans la zone rurale du Niger a couvert 12 villages situés dans plusieurs départements (Mainé-Soroa, Diffa, Goudoumaria, Bosso, N'guigmi, Gouré, Mirriah et Damagarama Takaya) dans l'extrême sud-est du Niger près de la frontière avec le Nigeria. Il s'agit d'une zone des moyens d'existence agropastorale. Les cultures de base sont le millet, le sorgho et le niébé, certains revenus proviennent de la vente de sésame. Les autres sources de revenus en espèces comprennent les ventes de bétail, la main-d'œuvre locale, la main-d'œuvre migrante, les envois de fonds et les petites entreprises et/ou le petit commerce. Depuis 2014, de nombreux réfugiés qui ont fui la violence de la milice Boko-Haram qui opère dans le nord du Nigeria se sont installés dans la région de Diffa. Cela a conduit à des attaques de Boko-Haram au Niger et à de nouvelles perturbations de l'économie locale. La sécheresse est également un risque récurrent dans cette zone aride. En outre, la malnutrition constitue une maladie chronique dans de nombreuses régions du Niger, et l'accès à l'éducation, comme cela a été souligné par les agences humanitaires, constitue un défi auquel est confronté de nombreux enfants à travers le pays.

L'année de référence pour le nouveau profil de base s'étendait d'octobre 2015 à septembre 2016. Cette année de référence couvre une année complète de **consommation**. Le mois d'octobre marque le début de la saison des récoltes c'est à dire la période à laquelle les ménages commencent à consommer leurs propres récoltes. Le mois de septembre correspond à la fin de la période de soudure annuelle juste avant la nouvelle récolte agricole. L'année de référence 2015-2016 a été caractérisée par une production agricole relativement bonne. Cependant, la main d'œuvre migrante et les envois de fonds ont diminué en raison de la chute du Naira nigérian et de la crise en Libye (tous deux des pays de destination pour les travailleurs migrants nigériens). Sur une note positive, les transferts monétaires et les intrants alimentaires auraient eu pour effet de catégoriser moins de ménages comme «très pauvres» par rapport aux anciens résultats de référence.

Le processus standard de base HEA a été ajusté pour intégrer les besoins d'informations supplémentaires d'une analyse de résilience du PDM sectoriel. En pratique, cela signifie que les équipes de terrain ont collecté des données plus détaillées sur les dépenses relatives aux articles ménagers, à l'éducation, à la santé et à l'habillement. En général, ces dépenses sectorielles sont présentées sous forme d'un montant global. Les besoins d'informations supplémentaires d'une analyse du PDM sectoriel signifient qu'il faut plus de temps pour remplir le formulaire HEA 1 (interview d'informateur clé de district), le formulaire 2 (étude de marché) et le formulaire 4 (interviews des représentants des ménages) mais ce délai supplémentaire ne devrait pas dépasser 1 à 2 jours sur le terrain et 1 jour de plus pour l'analyse du PDM sectoriel.

Dans l'étude de cas qui suit, les paniers sectoriels seront examinés en détail, en prenant en compte deux questions clés:

- (1) **Les dépenses prioritaires** - L'analyse mettra en évidence les biens et/ou services que les ménages choisissent d'acheter comme représentant leurs dépenses prioritaires.
- (2) **Écarts de dépenses** - L'analyse mettra en évidence l'écart entre ce que les ménages gagnent et le revenu requis pour satisfaire aux normes de base en matière de santé et de bien-être. L'analyse des écarts mettra en évidence les biens ou services que les ménages n'ont pas les moyens d'acheter pour satisfaire aux normes du secteur.

Dans la dernière section, le revenu annuel des ménages en vivres + en espèce (revenu *total*) est comparé au seuil du PDM total. Cette analyse utilisera le concept suivant:

(3) **Score de résilience PDM** - Le score de résilience PDM est basé sur le seuil du PDM qui est un objectif de niveau plus élevé que le seuil de protection des moyens de subsistance et le score de résilience des moyens de subsistance. Le seuil PDM comprend un plus large éventail de secteurs, une quantité plus importante de biens et un régime alimentaire plus diversifié que le seuil de protection des moyens de subsistance.

L'analyse repose sur certaines hypothèses qui doivent être clarifiées, notamment:

(1) L'année de référence pour les données de base du Niger et du Sénégal est 2015-2016 alors que les données sur les prix du PDM datent de 2017. Selon le FMI, le taux d'inflation au Niger était de 1% en 2015; 0,3% en 2016; et 1% en 2017. Les données PDM ont été ajustées en défalquant les coûts du secteur de 2015-2016 au taux ajusté de 0,987. C'est une approche simple quoique brute. Une approche plus sophistiquée étudierait les données relatives à l'inflation mois par mois afin d'affiner le calcul.

(2) Un coût approximatif par habitant a été calculé en divisant le coût du panier de chaque secteur respectivement par 8 et 11 (la taille moyenne des ménages du groupe de richesse des pauvres dans les zones NE04 LZ au Niger et SN13 LZ au Sénégal). Le calcul par habitant facilite l'analyse des paniers sectoriels par groupe de richesse. Notons que dans l'analyse HEA, le calcul du *revenu total* par groupe de richesse est déjà ajusté à la taille moyenne des ménages pauvres et donc aucun calcul supplémentaire par habitant n'a été nécessaire pour cette partie de l'analyse.

Un autre point à souligner est que l'échelle utilisée dans chaque graphique est différente et de ce fait, ce qui ressemble à un écart majeur dans un graphique du panier sectoriel ne constitue pas en fait un écart de dépenses important. Voir l'**annexe 3** pour les tableaux sectoriels individuels montrant les dépenses des ménages et les paniers sectoriels. Les résultats du panier sectoriel individuel peuvent également être considérés dans une perspective plus globale dans les résultats sommaires du *panier non alimentaire* (figures 7 et 8).

Panier sectoriel WASH (eau, assainissement et hygiène)

	Panier sectoriel WASH
Hypothèses initiales	Dans le panier sectoriel initial, le coût comprenait le paiement de l'eau pour une année complète.
Justification	Une eau potable de meilleure qualité provient des pompes manuelles et des puits construits. Cette eau est généralement payante (dans les zones rurales du Niger, le coût est généralement de 0,42 FCFA / litre).
Résultat ajusté	Le panier sectoriel ajusté ne comprend le coût de l'eau que pour 6 mois. On suppose que pendant 6 mois de l'année, la population rurale aura accès à une eau de qualité raisonnablement bonne provenant des sources naturelles.

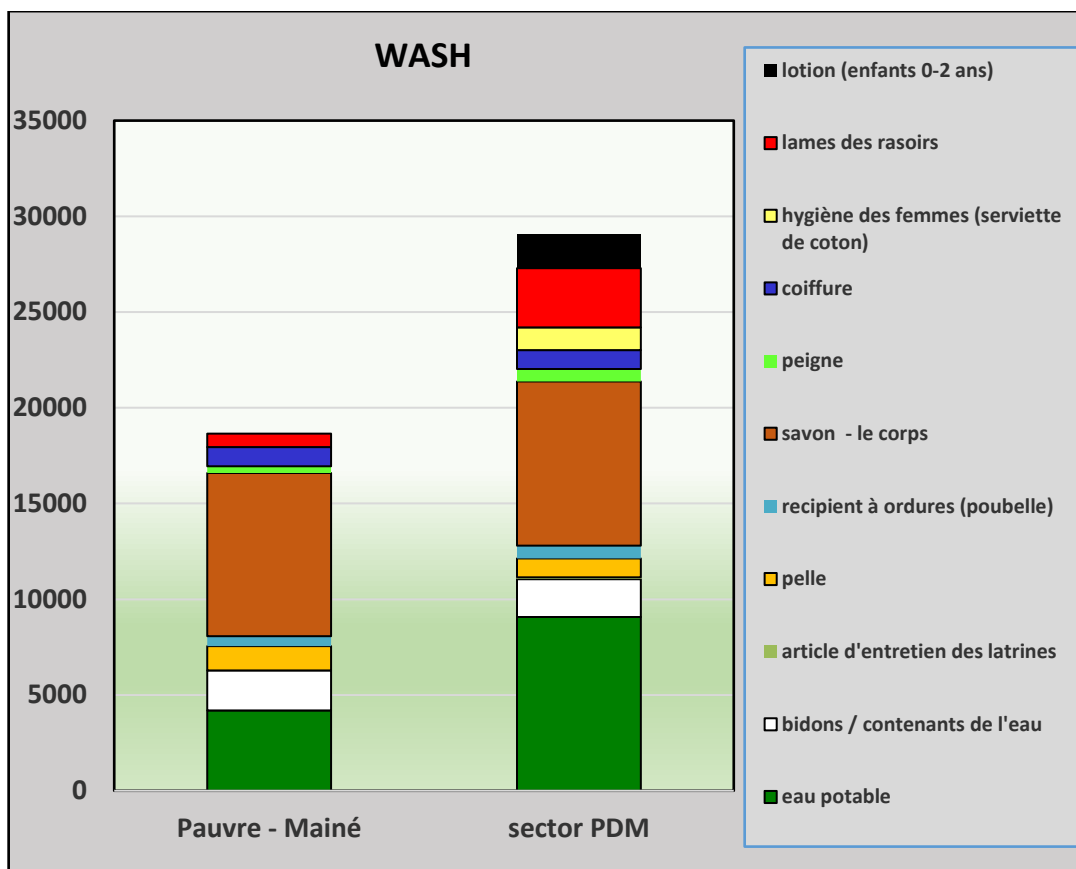


Figure 1 - Coûts du panier sectoriel WASH ajustés et dépenses des ménages pauvres (FCFA / HH 8 / an) - NE04 LZ Niger

Deux enseignements importants peuvent être tirés de ces résultats:

- 1) **Dépenses prioritaires** - Les ménages pauvres achètent généralement suffisamment de **savon** par rapport aux normes sectorielles. Il est évident que le savon constitue une dépense prioritaire même pour les pauvres. Les pauvres ont également dépensé plus pour les contenants d'eau que ce qui était inclus dans le panier sectoriel ajusté.
- 2) **Écarts dans les dépenses** - Les dépenses réelles des pauvres en eau étaient inférieures à la norme sectorielle *ajustée*. L'une des raisons est que l'eau est souvent recueillie à partir de sources naturelles sans payer de frais de service, faute d'argent pour acheter de l'eau potable ou en raison de la faible disponibilité d'eau potable provenant d'un puits ou d'une pompe manuelle⁶. Parmi les autres articles d'hygiène et de salubrité que les pauvres n'avaient pas les moyens d'acheter, on peut citer un balai pour la gestion des déchets et les articles d'hygiène personnelle (comme les lotions pour bébé pour prévenir les éruptions cutanées et les peaux sèches et fissurées, les articles d'hygiène féminin et les lames de rasoir).

⁶ Dans chaque pays, le coût final du panier sectoriel WASH dépendra de l'existence d'une seule source commune d'eau potable et d'eau à usage domestique. De plus, les coûts de l'eau dépendront du fait que le paiement est saisonnier ou annuel. Cette décision sera déterminée par la qualité de l'eau disponible pour les populations locales à partir de sources naturelles par rapport aux sources d'eau construites.

Panier sectoriel Abri et articles ménagers

Panier sectoriel Abri et articles ménagers	
Hypothèses initiales	Dans le panier sectoriel initial, le coût annuel d'achat de nouveaux articles était inclus. Seuls les petits articles avec des coûts récurrents (quotidiens, mensuels, annuels) ont été ajoutés au panier. Les principaux achats ponctuels (meubles, cuisinière, grenier) n'ont pas été inclus.
Justification	Les articles de cuisine, l'éclairage, pour dormir et réparer des maisons sont utilisés quotidiennement et devront donc être remplacés chaque année.
Résultat ajusté	Le panier sectoriel ajusté comprend le coût de renouvellement des vieux articles tous les deux ans. Bien qu'utilisés quotidiennement, les ustensiles de cuisine, les nattes, les couvertures, une machette et une lanterne et/ou une torche peuvent probablement tenir 2 ans avant d'être remplacés (pour des raisons de santé et de sécurité).

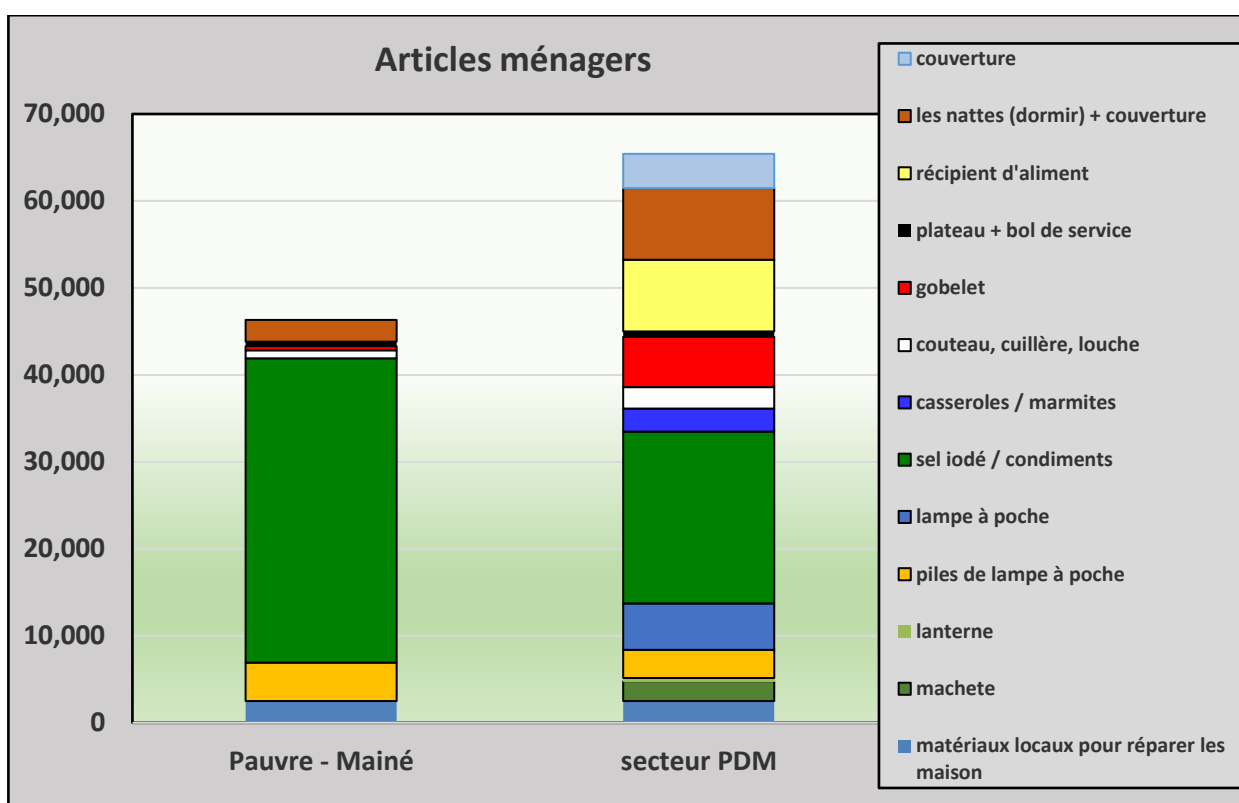


Figure 2 - Coûts ajustés du secteur Abri et articles ménagers pour les ménages pauvres (en FCFA / HH 8 / an) - NE04 LZ Niger

Dans le tableau ci-dessus, les dépenses réelles des ménages pauvres en 2015-2016 sont comparées au coût estimé pour le panier sectoriel Abris (ajusté aux prix de 2015-2016). Dans le cas du panier sectoriel Abris et articles ménagers, ces normes représentent les éléments qui permettent un niveau minimum acceptable d'éclairage, de chauffage, de cuisson, de sommeil et de réparation des maisons (c.-à-d. après les tempêtes

saisonniers). En ce qui concerne les articles de cuisine, le panier comprend les articles nécessaires pour cuisiner, servir, manger et conserver la nourriture conformément aux normes de santé et d'hygiène. Dans les zones urbaines uniquement, le panier sectoriel Abris inclut le coût des services publics et du loyer. Bien que le panier sectoriel ne comporte qu'une liste très élémentaire d'articles ménagers, les résultats montrent des différences importantes entre les dépenses réelles et les coûts des paniers sectoriels.

1) **Dépenses prioritaires** - Les ménages pauvres ont priorisé leurs dépenses pour l'année de référence 2015-2016 sur le sel et les condiments. Les condiments et l'assaisonnement comprennent des légumes de base (comme l'oignon ou la tomate) qui sont coupés en fines tranches et cuits avec la nourriture pour l'assaisonner. L'ajout de légumes en tant que condiments explique pourquoi cet élément dépassait de loin le coût estimatif du sel iodé dans le panier du secteur.

2) **Écarts dans les dépenses** - À la seule exception du sel et des condiments, tous les autres coûts du panier sectoriel n'ont pas été pris en charge par les ménages pauvres. Les ménages pauvres ont dépensé de petites quantités pour l'éclairage (torche et batteries) et dormir (tapis et couverture), réparation à domicile et quelques articles de cuisine. Cependant, il y avait des écarts dans la diversité des articles achetés ainsi que le nombre et la qualité des articles requis pour satisfaire aux normes du secteur.

Panier sectoriel habillement

Panier sectoriel habillement	
Hypothèses initiales	Le panier sectoriel de l'habillement comprend le coût d'un nouvel ensemble de vêtements pour chaque membre de la famille, y compris une couverture ou un manteau pour temps frais et une paire de chaussures neuves par an.
	Les prix sont basés sur le coût des nouveaux vêtements plutôt que ceux d'occasion.
Raisonnement	Puisque le panier sectoriel habillement ne comprend qu'un seul nouvel ensemble de vêtements, ces derniers vont s'user avant la fin de l'année et auront besoin d'être renouvelés l'année suivante. De plus, les enfants grandissent chaque année leurs vêtements deviennent trop petits.

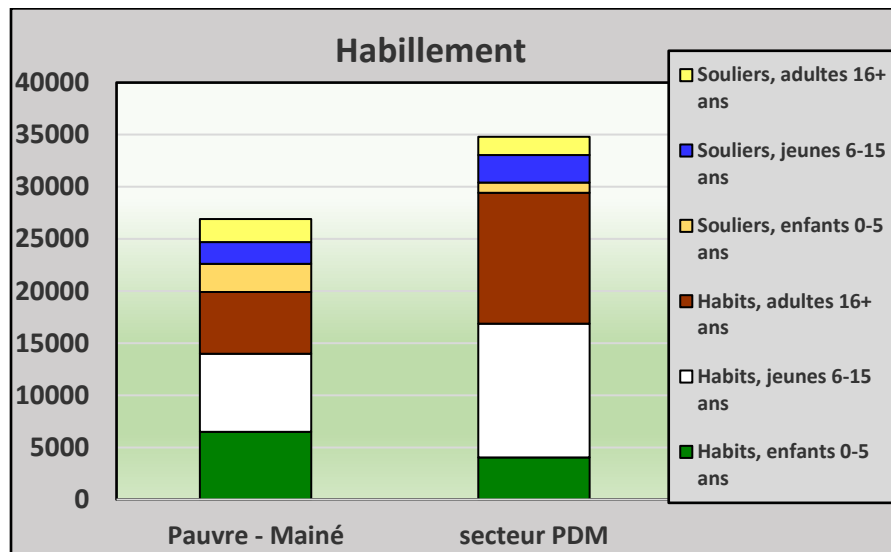


Figure 3 - Coûts du panier sectoriel habillement et dépenses des ménages pauvres (en FCFA / HH 8 / an) - NE04 LZ Niger

Conclusions:

1) **Dépenses prioritaires** - Les ménages pauvres pour l'année de référence 2015-2016 ont dépensé de l'argent pour les vêtements pour l'ensemble des membres du ménage (enfants et adultes). Des chaussures ou des sandales étaient également prévus dans leur budget annuel. Ce schéma de dépenses montre combien il est important d'acheter des vêtements pour la famille lors des principales fêtes religieuses.

2) **Écarts de dépenses** - L'écart des dépenses des ménages pauvres en 2015-2016 par rapport au coût ajusté pour 2015-2016 pour satisfaire aux normes du secteur de l'habillement était de 7 910 FCFA. Il s'agit d'un écart mineur. La différence est attribuée à la quantité et à la qualité des vêtements alloués au panier sectoriel par rapport aux dépenses réelles des ménages.

Panier sectoriel éducation

Le tableau ci-dessous montre clairement la différence entre les dépenses réelles des ménages pauvres pour l'éducation en 2015-2016 et combien cela coûte à un ménage de 8 personnes pour envoyer 2 enfants à l'école primaire et 2 enfants (1 fille, 1 garçon) à l'école secondaire.

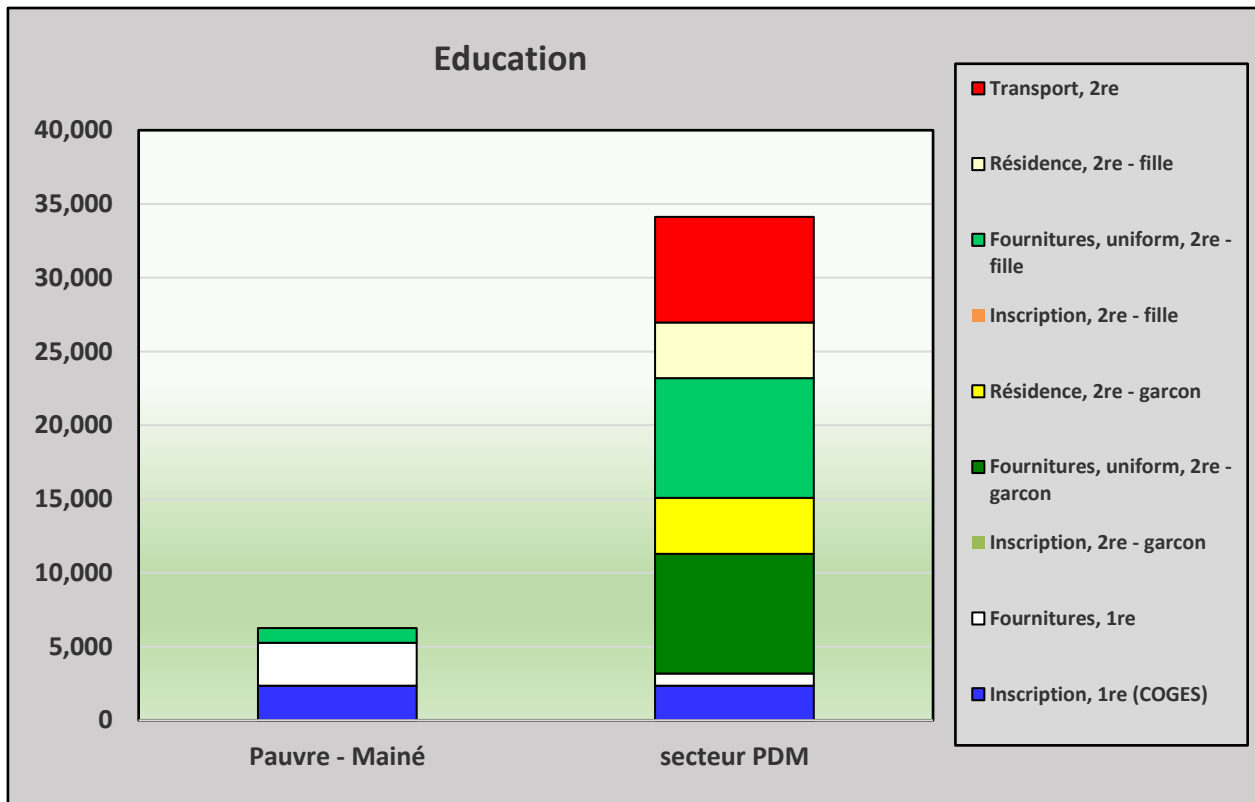


Figure 4 - Coûts ajustés du secteur de l'éducation et dépenses des ménages pauvres (FCFA / HH 8 / année) - NE04 LZ Niger

Panier sectoriel Education	
Hypothèses initiales	Le panier sectoriel de l'éducation pour une famille de 8 personnes comprend les frais de scolarité pour 4 enfants (2 à l'école primaire et 2 à l'école secondaire). L'école secondaire est supposée être un internat avec les frais d'hébergement et de transport associés. L'inscription est gratuite pour les enfants âgés de 4 à 18 ans au Niger mais il y a d'autres coûts associés pour l'école (COGES, fournitures scolaires, etc.).
Raisonnement	Les écoles secondaires sont pour la plupart situées dans les villes, ce qui oblige les élèves ruraux nigériens à trouver un hébergement pendant l'année scolaire.

1) **Dépenses prioritaires** - L'éducation primaire est une priorité pour les pauvres et cela se reflète dans leurs allocations budgétaires. Les montants importants que les ménages pauvres consacrent aux fournitures scolaires pour l'école primaire peut expliquer le fait que certains des enfants plus âgés et qui sont en âge de fréquenter les écoles secondaires soient encore à l'école primaire.

2) **Ecarts de dépenses** - En moyenne, les pauvres n'ont dépensé que 1 000 FCFA par an pour les fournitures scolaires de leurs enfants dans le cycle secondaire. C'est une somme dérisoire par rapport aux 31 000 FCFA du panier sectoriel destinés aux fournitures scolaires, à l'hébergement et au transport pour 2 élèves. Dans cette zone, les dépenses pour les études secondaires au sein des ménages moyens et aisés étaient également très faibles et certainement inférieures aux dépenses pour l'école primaire. Cela suggère que les enfants de la zone rurale NEO4 ne fréquentent généralement que l'école primaire. Ces résultats n'indiquent pas de manière claire si cela est dû à la faible disponibilité des écoles secondaires pour les élèves des zones rurales, au coût trop élevé des études secondaires, ou si l'école secondaire ne constitue pas une dépense prioritaire pour les ménages ruraux.

Panier sectoriel Santé

Panier sectoriel Santé	
Hypothèses initiales	Le panier sectoriel de la santé inclut le coût d'une consultation et d'un traitement dans un établissement de santé par personne et par an. Le panier sectoriel comprend également le coût de certains articles présents dans une trousse de premiers secours comme les analgésiques et les pulvérisations d'insecticides contre les moustiques.
Raisonnement	Tous les membres de la famille ne tombent pas malades pendant l'année, mais le fait de prévoir dans le panier sectoriel 1 consultation et 1 traitement par personne et par an, confirme l'idée que les ménages devraient pouvoir se payer un minimum de soins de santé chaque année.

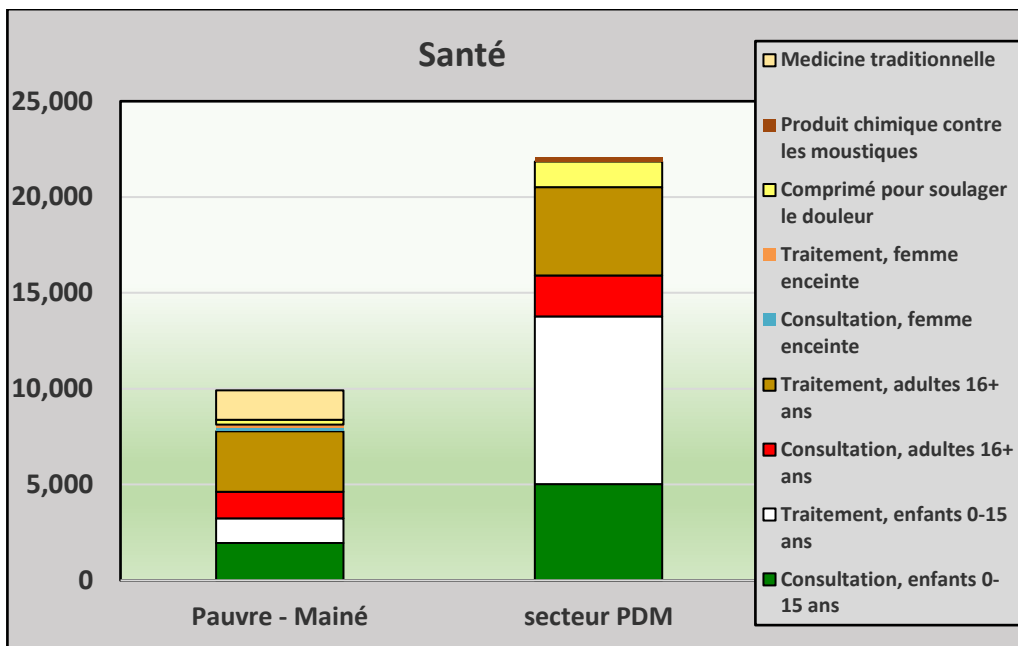


Figure 5 - Coûts ajustés du panier sectoriel Santé et dépenses des ménages pauvres (FCFA / HH 8 / année) - NE04 LZ Niger

- 1) **Dépenses prioritaires** - Dans la barre à l'extrême gauche, la section tout en haut indique les dépenses consacrées aux traitements traditionnels pendant l'année de référence par les ménages pauvres.

Le panier sectoriel ne précise pas s'il s'agit de soins traditionnels ou modernes bien que le coût reflète le coût de soins dans un dispensaire. Globalement en 2015-2016, les ménages pauvres sont ceux qui ont dépensé le plus en soins de santé pour adultes. Les dépenses effectives consacrées par les pauvres aux soins de santé des adultes étaient assez similaires au coût du panier sectoriel et la différence n'était que de 1 470 FCFA / an.

- 2) **Écarts de dépenses** – On note un écart estimé à 12 184 FCFA entre la prise en charge des coûts de santé de base d'un ménage de 8 personnes et les dépenses réelles de santé des ménages pauvres en 2015-2016. L'écart était principalement attribuable à la diminution des dépenses consacrées aux soins de santé pour les enfants. Notamment, les dépenses des pauvres pour les soins de santé de leurs enfants n'étaient que de 3 230 FCFA / an. Cela représente 10 537 FCFA de moins par an que ce qui a été estimé comme le coût standard du secteur pour les soins de santé dans un dispensaire pour 6 enfants. Il se pourrait que certains soins dispensés aux enfants étaient traditionnels plutôt qu'au dispensaire ou bien que les enfants issus de ménages pauvres dans cette zone de subsistance rurale aient bénéficié d'une bonne santé au cours de l'année de référence. Cependant, le taux relativement élevé de malnutrition au Niger suggère que les pauvres n'avaient probablement pas assez d'argent pour couvrir les soins de santé lorsque leurs enfants étaient modérément malades (c'est-à-dire qu'ils ont adopté une approche attentiste). Pour couvrir entièrement les coûts du panier sectoriel, il aurait fallu que les pauvres doublent leurs dépenses au cours de l'année de référence.

Panier sectoriel agriculture et élevage

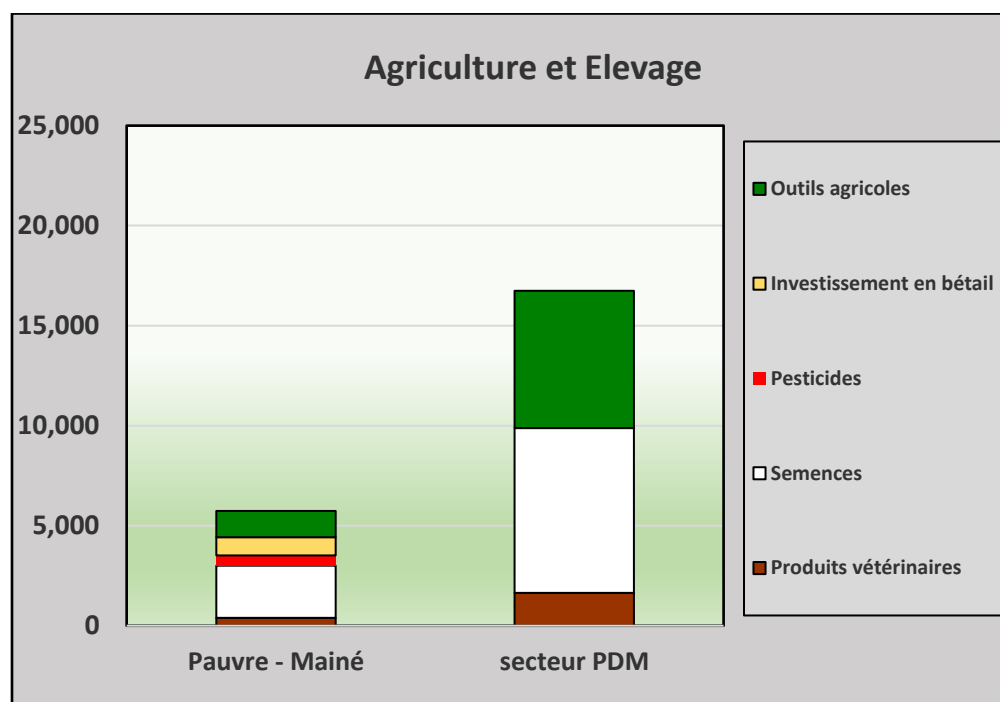
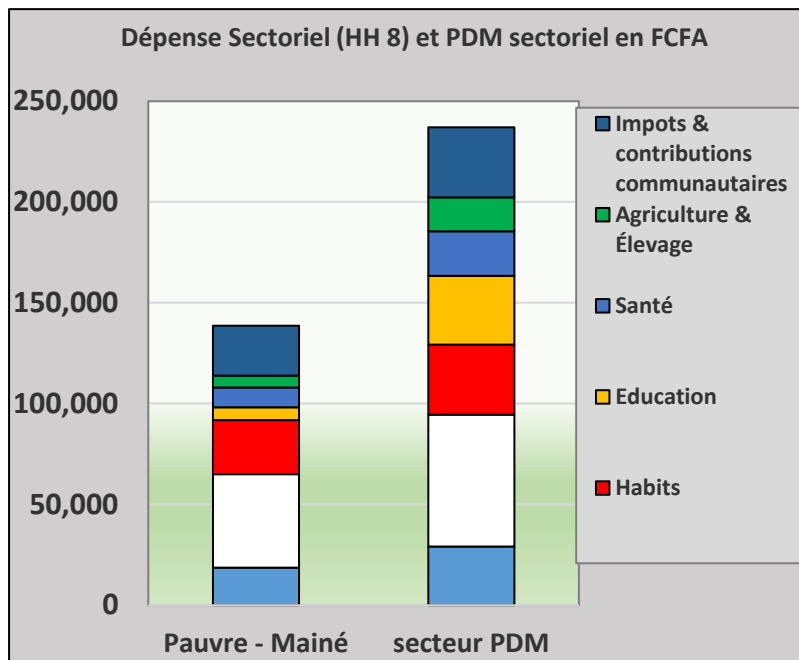


Figure 6 - Coûts ajustés du panier sectoriel de l'agriculture et de l'élevage et dépenses des ménages pauvres (FCFA / HH 8 / année) - NE04 LZ Niger

Ce panier sectoriel comprend des intrants très basiques tels que les semences, les outils et les soins vétérinaires. Comme les normes internationales et nationales n'étaient pas spécifiques en termes de moyens de subsistance, le panier sectoriel reste très basique. Cependant, une prise en compte des normes locales et / ou des dépenses réelles des pauvres pourrait conduire à un examen des articles qui sont dans le panier et à l'ajout d'articles supplémentaires, tels que l'achat de bétail.

Panier sectoriel agriculture et élevage	
Hypothèses initiales	Dans le panier sectoriel initial, le coût de renouvellement annuel de 3 outils (houe, râteau et <i>daba</i>) était inclus. Pour le calcul de la quantité de semences et de soins vétérinaires, l'estimation reposait sur la superficie typique des terres et la taille des troupeaux des ménages pauvres. Les engrais chimiques et les pesticides ne sont pas inclus.
Justification	Les pesticides et les engrais chimiques sont associés à des effets indésirables (c.-à-d. pour la santé humaine, la qualité de l'eau, etc.). Par conséquent, ils n'étaient pas inclus dans le panier sectoriel. L'achat de nouveau bétail est une dépense souhaitable et pourrait être reconsidéré pour le panier sectoriel afin de refléter le fait que les ménages pauvres ont dépensé de l'argent pour cet article.
Résultat ajusté	Le panier sectoriel ajusté comprend le coût de renouvellement des vieux outils tous les deux ans. Faisant l'objet d'une utilisation intensive au cours de l'année, il est probable que ces outils durent 2 ans avant d'avoir besoin d'être remplacés.

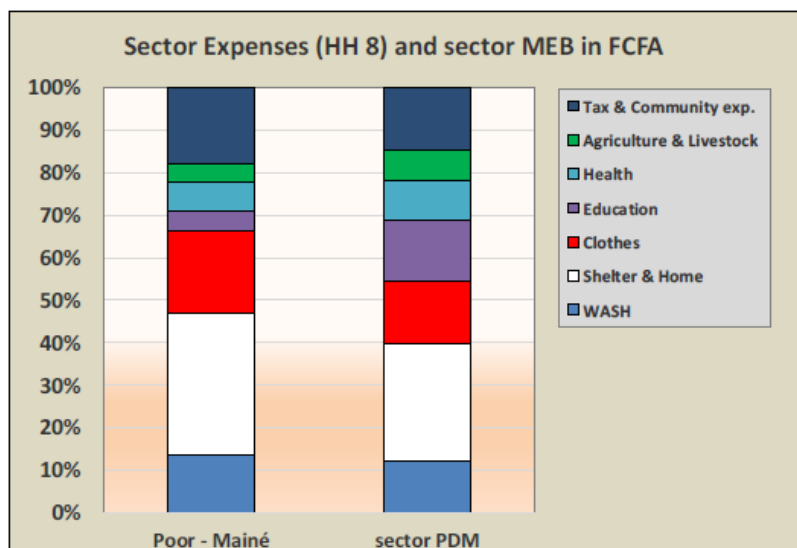


secteur des moyens de subsistance, ce qui reflète la faiblesse de leurs moyens de subsistance. Plus précisément, l'écart de dépenses pour les semences et les outils s'élevait à environ 5 500 FCFA chacun. Alors que de petites quantités de semences et d'outils constituaient des achats courants pour la plupart des pauvres, les ménages moyens et aisés conservaient en revanche les semences de leurs récoltes et n'ont pas dans l'ensemble acheté de semences pendant l'année de référence.

Résumé du panier des produits non alimentaires

Figures 7 et 8 - Coûts ajustés du panier sectoriel Articles non alimentaires et dépenses des ménages pauvres (FCFA / HH 8 / année) - NE04 LZ Niger

Dans un premier temps, nous avons examiné chaque secteur séparément, en comparant le coût du panier sectoriel aux dépenses des ménages pauvres. L'étape suivante a consisté à examiner le coût total du panier des articles non alimentaires et à le comparer aux habitudes de dépenses pour l'année de référence 2015-2016. Cette image combinée est illustrée dans le graphique 7. Le graphique à barres empilées sur la gauche illustre les dépenses réelles des pauvres. Celui de droite représente le coût du panier d'articles non alimentaires.



1) **Dépenses prioritaires** - Les pauvres ont acheté des semences et des outils pour soutenir la production agricole. Les semences représentaient leurs dépenses les plus élevées au cours de l'année de référence 2015-2016. En moyenne, ils ont dépensé de petites sommes pour l'achat de bétail (900 FCFA) et les soins vétérinaires (400 FCFA).

2) **Écarts de dépenses** - Le coût global de ce panier sectoriel est faible, mais les dépenses des ménages pauvres sont encore plus faibles. Ainsi, comparés à l'ensemble des paniers sectoriels, les **pauvres sont ceux qui dépensent le moins pour le**

1) **Dépenses prioritaires, ménages pauvres** - Les dépenses du secteur prioritaire des ménages pauvres comprenaient les articles WASH, les articles ménagers, les vêtements et les contributions communautaires (y compris les impôts locaux, la zakat et les coûts des festivals). Les dépenses relatives aux abris et aux articles ménagers étaient relativement élevées (voir, barre blanche, du graphique ci-dessus). Néanmoins,

le montant réel dépensé était inférieur au montant nécessaire pour satisfaire les normes sectorielles (voir figure 8).

2) *Dépenses prioritaires, Ménages moyens et aisés -*

(i) Les dépenses de **santé** chez les ménages moyens et aisés par habitant (2 392 FCFA) étaient presque l'équivalent du coût par panier sectoriel par habitant en 2015-2016 (2 762 FCFA par habitant).

(ii) Les dépenses pour le **WASH (eau, hygiène, assainissement)**, des ménages moyens et aisés (3 430 FCFA/personne / an et 3 191 FCFA/personne/an respectivement) n'étaient que légèrement inférieures au coût du panier sectoriel (environ 3 633 FCFA/personne/an). Tous à l'exception des ménages très pauvres ont payé pour l'eau pendant l'année mais les dépenses par habitant (c.-à-d. 600 et 700 FCFA/an pour les ménages moyens et aisés) sont inférieures au coût par habitant fixé dans le panier sectoriel (1.125 FCFA /an).

(iii) Les dépenses pour les **articles ménagers** pour les ménages moyens et aisés (FCFA) 9 150 FCFA / personne / an et 10 194 FCFA / personne / an respectivement) étaient légèrement plus élevées que le coût du panier sectoriel abris et articles ménagers (8 173 FCFA / personne / an). Le panier sectoriel n'inclut pas les coûts du bois de chauffe ni celui du broyage des grains entiers bien que les ménages plus aisés aient acheté du bois de chauffe et que les ménages moyens et aisés ont payé des frais de broyage pendant l'année de référence.

(iv) Il est à noter que les dépenses pour **les intrants des moyens de subsistance** (7 910 FCFA par habitant) des ménages les plus aisés étaient beaucoup plus élevées que les coûts du panier sectoriel (2 094 FCFA par habitant). Cela est dû au fait que le panier sectoriel reflète la superficie des terres et la taille des troupeaux des ménages pauvres, ce qui fait que la quantité et la gamme des articles dans le panier sont très limitées.

3) **Écarts de dépenses** - Les pauvres ont dépensé très peu pour l'éducation, la santé et les moyens de subsistance (en violet, bleu et vert respectivement dans le graphique à barres, voir figures 7 et 8). En particulier, les dépenses d'**éducation** (la barre de couleur violette) **étaient très faibles** par rapport au panier sectoriel. Cela montre la faiblesse des dépenses consacrées aux études secondaires. Il est important de souligner que **les dépenses en éducation étaient très faibles pour l'ensemble des groupes de richesse** dans la zone de subsistance NE04 de Mainé Sorora Diffa. À la lumière de ce résultat, **une analyse du panier sectoriel de l'éducation pourrait s'avérer nécessaire** notamment l'on devrait explorer les raisons pour lesquelles les ménages aient si peu dépensé dans l'enseignement secondaire car cela aiderait à déterminer si le coût du panier sectoriel n'est pas surestimé.

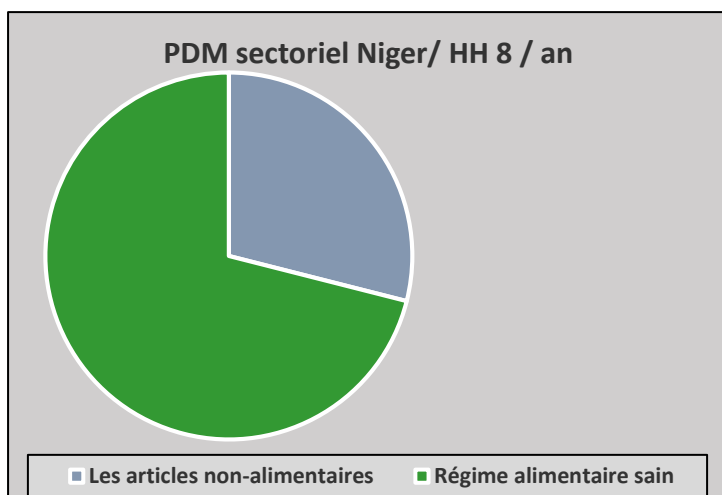
Le panier alimentaire

Le coût total du PDM sectoriel inclut le coût d'un panier alimentaire. Ce panier comprend des normes pour un régime alimentaire sain qui reflètent une diversité raisonnable de céréales et de tubercules, d'aliments protéinés (produits animaux, poissons, légumineuses et noix / graines), de légumes ou de fruits et de matières grasses. Le poids de chaque groupe alimentaire dans le calcul d'un régime alimentaire sain est indiquée dans le tableau de droite.

Le coût du panier alimentaire dans le calcul du PDM est de 576 669 FCFA/HH 8/an. Ceci est sensiblement plus élevé que le coût des articles non alimentaires dans le PDM sectoriel. Le diagramme à secteurs ci-dessous illustre l'importance proportionnelle du panier alimentaire par rapport aux paniers non alimentaires.

2100 kcal pppj = par personne et par jour	Panier alimentaire PDM	kcal pppj
Céréales / racines / tubercules	55%	1,155
Légumineuses, noix, produits animaux	20%	420
Huile / Matière grasse	24%	504
Fruits et légumes	1%	21
	100%	2 100

Figure 9 - Importance du panier alimentaire par rapport aux paniers non alimentaires (HH 8 / année) - NE04 LZ Niger



Comme l'illustre le diagramme à gauche, le panier alimentaire constitue environ 70% du coût total du PDM sectoriel. Cette proportion est identique aux conclusions de la FSNAU (Food Security and Nutrition Analysis Unit, Somalia) selon lesquelles les coûts des aliments représentent généralement 70 à 80% du PDM total en Somalie. Cela reflète également le coût de la nourriture dans les dépenses réelles des ménages pauvres. Par exemple, dans la zone de subsistance agropastorale NE04 au Niger, les achats alimentaires

représentaient environ 64% des dépenses annuelles des ménages pauvres au cours de l'année de référence. Notez que les agriculteurs pauvres de cette zone ont produit suffisamment de récoltes pour leur consommation au cours de l'année de référence pour environ 5 mois, et de ce fait leurs achats ne représentaient pas 100% des besoins alimentaires de leurs ménages. Dans le PDM sectoriel, le panier alimentaire représente le coût de 100% des besoins annuels en énergie alimentaire des ménages et c'est la raison pour laquelle il représente une proportion plus élevée du coût total du PDM.

Changements par rapport à l'année de référence et de l'année en cours - Zone agropastorale de Diffa (Niger)

Les dépenses des ménages pour les articles sectoriels varient d'une année à l'autre, tout comme le revenu total des ménages, qui est affecté par les conditions de production et les fluctuations de prix au cours d'une année donnée. L'analyse du PDM sectoriel peut prendre en compte ces changements de deux manières. Premièrement, l'analyse des résultats HEA porte sur les répercussions de la production et des prix sur le **revenu total des ménages** pour l'année de référence et l'année en cours. Le revenu total du ménage de l'année en cours peut à son tour être comparé au **coût du PDM sectoriel de l'année en cours**. Deuxièmement, les dépenses des ménages pour divers articles dans les paniers sectoriels peuvent être collectées chaque année. Les changements dans les habitudes de dépenses des ménages peuvent alors être comparés aux variations du coût du PDM sectoriel. Les principales questions à se poser sont les suivantes: (i) les variations de prix ont-elles entraîné des dépenses sensiblement plus élevées sur certains articles sectoriels et beaucoup moins de dépenses dans d'autres secteurs? (ii) Si les coûts du panier sectoriel ont augmenté, le revenu et les dépenses des ménages ont-ils pu suivre le rythme de la hausse des prix? Si non, quels secteurs ont été les plus touchés?

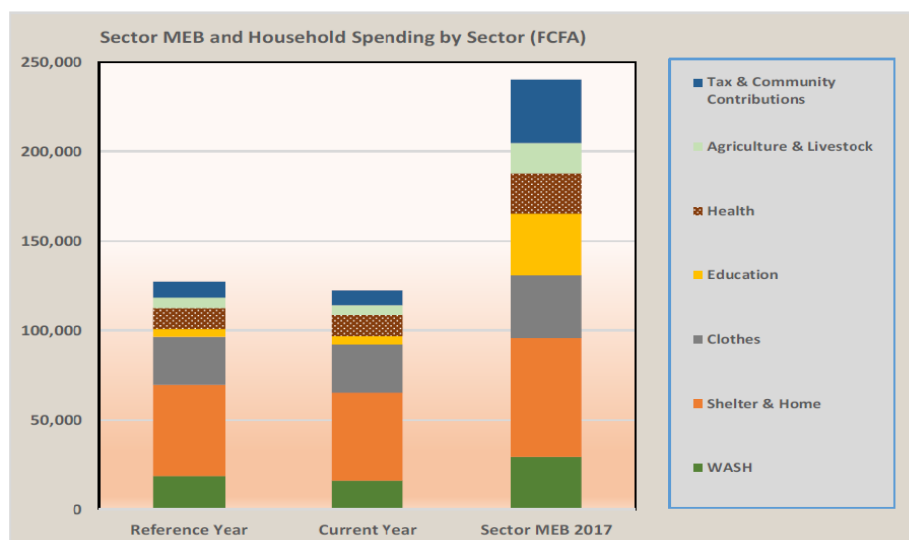


Figure 10 - Évolution des dépenses sectorielles des ménages pauvres et des coûts du panier sectoriel de 2017 (HH 8/an) - NE04 LZ Niger

L'exemple de gauche sur la zone agropastorale de Diffa au Niger compare les dépenses des ménages pauvres pour les différents secteurs entre 2015-2016 (année de référence) et 2017 (année en cours). Le

résultat montre que les dépenses du secteur WASH étaient un peu moins élevées en 2017 mais, dans l'ensemble, il n'y avait pas une grande différence entre ces années. Cela indique qu'il n'y a pas eu d'importantes variations de prix et/ou de chocs de production. Comparé au coût du PDM sectoriel en 2017 (voir graphique à barres à l'extrême droite), il apparaît que les pauvres ont dépensé environ 50% du montant nécessaire pour satisfaire aux normes du secteur. Le revenu des ménages pauvres était inférieur au seuil du PDM sectoriel, mais les habitudes de dépenses reflètent également le fait que les pauvres ont choisi d'acheter des articles non inclus dans ces secteurs particuliers. Pour comprendre dans quelle mesure les pauvres ont les moyens de se procurer le panier sectoriel, il est nécessaire d'examiner leur revenu total et quelle proportion du coût du PDM sectoriel il représente. Cet aspect est traité dans la section suivante.

Seuil du PDM sectoriel et analyse de la résilience HEA - Deux (2) études de cas - Sénégal et Niger

Seuil du PDM sectoriel

La somme du coût du panier alimentaire et des paniers non alimentaires représente le coût total du PDM par secteur. Ce coût représente le revenu minimum requis pour satisfaire aux normes de bien-être du secteur. Dans les zones agropastorales rurales du Niger, le seuil du PDM sectoriel était estimé à 101.733 FCFA/personne/an et dans les zones agropastorales rurales du Sénégal, le seuil était de 104.726 FCFA/personne/an (ajustés aux prix de 2015-2016).

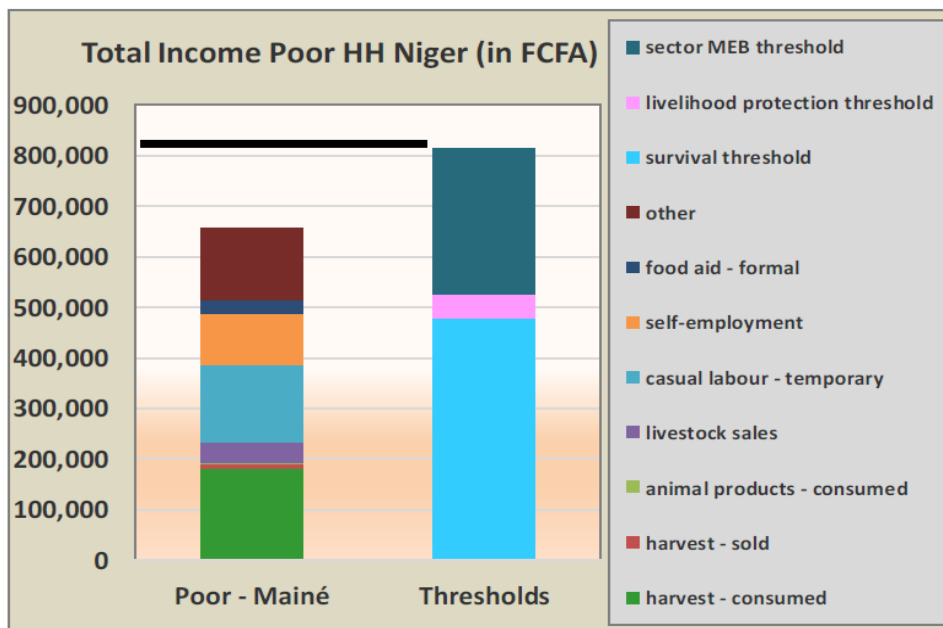
Les paniers sectoriels au Niger et au Sénégal ont été calculés pour deux zones agropastorales rurales. À bien des égards, ces paniers sectoriels ruraux étaient très similaires. Par exemple, ils n'incluaient pas le coût des articles qui peuvent généralement être obtenus gratuitement dans les zones rurales, comme le bois de chauffe ou les abris/logement, ainsi que de l'eau gratuite pendant six mois (les paniers comprenaient le paiement de l'eau pour 6 mois). En revanche, un panier urbain peut inclure les frais de l'eau pour une année entière ainsi que des coûts plus élevés pour la location ou l'entretien de la maison et l'électricité.

Néanmoins, les paniers ruraux des deux pays montraient également différents à certains égards. En particulier, les paniers des secteurs de la santé et de l'éducation varient selon les services fournis gratuitement et les services associés à des frais de service. Au Niger, par exemple, les élèves de moins de 18 ans ne paient pas de frais de scolarité alors qu'au Sénégal il y a des frais d'inscription tant au niveau du cycle primaire que du cycle secondaire. De plus, au Niger, les enfants de 0 à 5 ans reçoivent

gratuitement de nombreux soins de santé, alors qu'au Sénégal, les frais pour les soins de santé sont plus élevés pour les enfants. Le panier alimentaire variait également parce que les aliments de base ne sont pas les mêmes dans ces deux zones. Ainsi, les composantes des paniers sectoriels de la santé, de l'éducation et du secteur alimentaire étaient différentes au Niger et au Sénégal. Les prix étaient spécifiques à chaque pays, ce qui a conduit à un seuil total du PDM légèrement différent pour chaque pays.

Néanmoins, dans chaque pays, la détermination du coût du seuil du PDM sectoriel a permis d'évaluer quels ménages se situent au-dessus ou en dessous de cette mesure particulière du bien-être. Dans l'analyse HEA, il existe déjà deux autres seuils utilisés pour mesurer le bien-être économique des ménages: le seuil de survie et le seuil de protection des moyens de subsistance. Le seuil de survie est le coût de l'énergie alimentaire nécessaire à la survie physique ainsi que le coût associé pour préparer la nourriture⁷. Le seuil de protection des moyens de subsistance représente le coût minimum nécessaire pour subsister (semences et engrais pour l'agriculture, main d'œuvre agricole, soins vétérinaires, fourrage, eau et sel pour l'élevage, santé et éducation, taxes). Si les ressources du ménage tombent en dessous de ces deux seuils de base, une réponse humanitaire devrait être déclenchée. En revanche, les ménages qui se situent en dessous du seuil du PDM sectoriel nécessitent un soutien en revenu à plus long terme pour les aider à sortir de la pauvreté⁸. Nous pouvons maintenant voir comment appliquer ces trois seuils en utilisant d'abord l'exemple des ménages pauvres de la zone de subsistance agropastorale de Mainé Sorora Diffa au Niger. Le graphique à barres empilées sur le côté droit du graphique ci-dessous montre les différents niveaux de seuil. La barre à gauche sur le graphique montre le total des revenus en vivres + en espèces (*revenu total*) des ménages pauvres durant l'année de référence 2015-2016. Notez que le calcul du *revenu total* inclut la valeur de la nourriture produite et /ou récoltée et l'argent gagné par le ménage au cours de l'année de référence.

Figure 11 - Revenu total des ménages pauvres (HH 8 / an) et les 3 seuils HEA - NE04 LZ, Niger

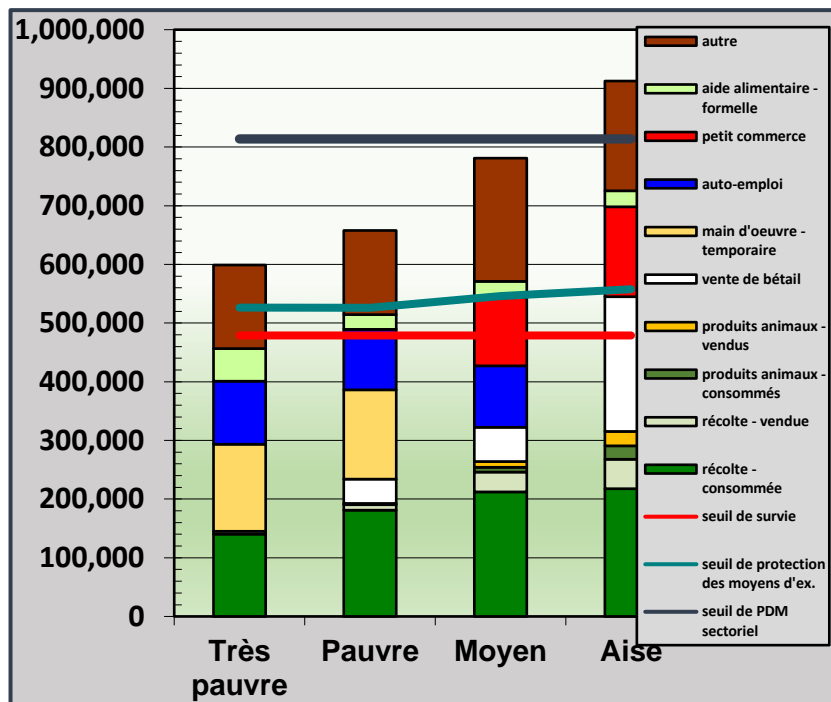


⁷ Les articles de survie non alimentaires comprennent le sel, le savon, le combustible de cuisson et l'eau.

⁸ Il convient de noter que la valeur du seuil de protection des moyens de subsistance varie en fonction du groupe de richesse car elle vise à protéger le niveau de vie existant des groupes pauvres, moyens et aisés. En revanche, le seuil PDM sectoriel est une valeur unique, appliquée de la même manière à tous les groupes de richesse, et calculée par habitant ou par taille de ménage standard. En ce qui concerne le seuil PDM, la question clé pour tous les groupes de richesse est de savoir si leur revenu peut payer le coût minimum d'un niveau de vie basique.

L'année de référence n'était pas une année de crise et les pauvres, par conséquent, ont gagné et produit plus que ce qui était nécessaire pour répondre à leurs besoins en matière de survie d'urgence et de protection des moyens de subsistance.

Figure 12 - Revenu total par type de groupe de richesse (HH 8 / an) et les 3 seuils HEA - NE04 LZ, Niger

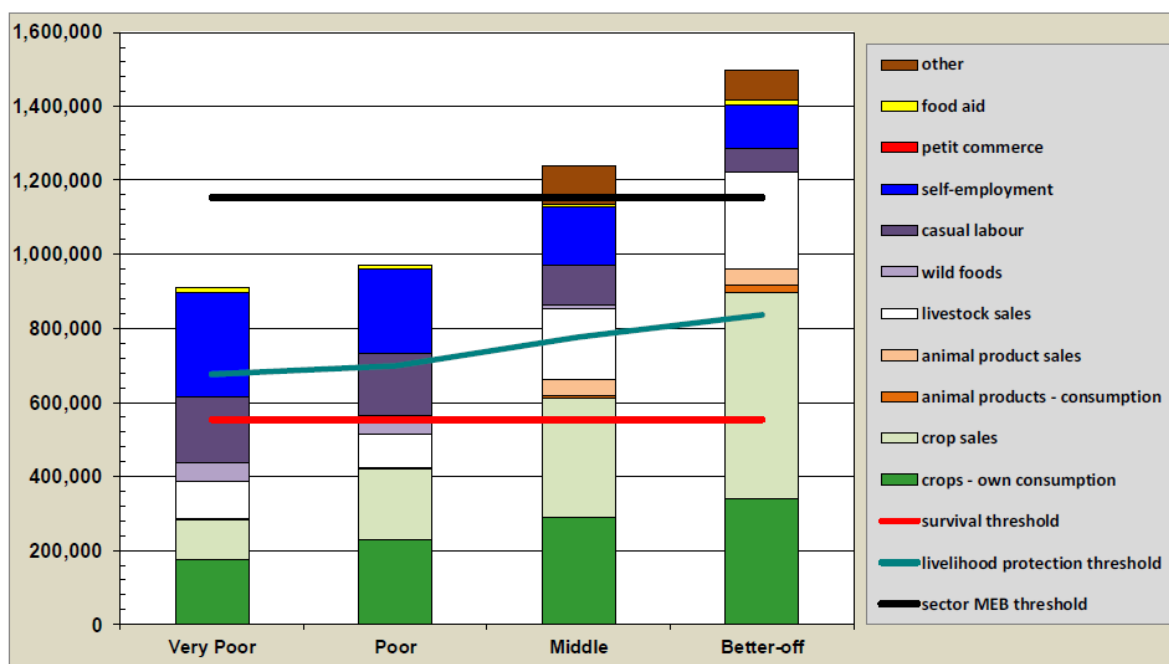


Cependant, leur revenu total est tombé en dessous du seuil du PDM sectoriel. En d'autres termes, les revenus des pauvres ne leur ont pas permis de satisfaire aux normes minimales de bien-être. L'écart était de 156 079 FCFA / HH 8 / an (ajusté aux prix de 2015-2016) soit environ 24% de leur revenu total. Autrement dit, les pauvres devraient gagner et/ou produire environ 124% de leur revenu de l'année de référence pour satisfaire aux normes de bien-être du secteur.

Afin d'élargir le cadre de l'analyse, nous pouvons examiner où se situent les 4 groupes de richesse par rapport aux trois seuils. Les plus aisés se situent au-dessus du niveau de survie, de celui de la protection des moyens de subsistance et des seuils des PDM sectoriels, mais trois groupes de richesse - les ménages très pauvres, pauvres et moyens - sont en deçà du seuil du PDM. Ainsi, seuls les ménages aisés de l'année de référence gagnaient et produisaient suffisamment de nourriture et de revenus pour couvrir le coût du niveau de vie minimum.

Nous pouvons maintenant analyser l'exemple du Sénégal (zone de subsistance SN13). Dans cet exemple (figure 12), le revenu total de chaque groupe de richesse est illustré dans les graphiques à barres. Au cours de l'année de référence, qui peut être considérée une année de production relativement bonne, tous les groupes de richesse ont dépassé les seuils de survie et de protection des moyens de subsistance (une réponse humanitaire n'était donc pas requise). Toutefois, seuls les ménages moyens et aisés ont dépassé le seuil du PDM sectoriel pour ce cas précis.

Figure 13 - Revenus totaux (HH 11 / an) par groupe de richesse et les trois seuils HEA - SN13 LZ, Sénégal



SN13 représente la zone de subsistance agropastorale de Tambacounda Goudiry Kolda dans le sud-ouest du Sénégal. Dans cette zone, le seuil du PDM sectoriel est estimé à 1 151 982 FCFA / HH 11 / an (ajusté aux prix de l'année de référence 2015-2016). Le revenu total de chaque groupe de richesse a également été ajusté pour un ménage de 11 membres (c'est-à-dire, la taille moyenne des ménages pauvres dans la zone de subsistance SN13). Comme l'illustre le graphique (figure 12), les très pauvres et les pauvres font face à des écarts de dépenses respectifs de 27% et 19% par rapport au *revenu total*. En d'autres termes, le *revenu total* des ménages pauvres devrait augmenter de 119% par rapport au niveau de l'année de référence pour couvrir le coût total des paniers sectoriels.

Score de résilience du PDM

À partir d'une analyse du seuil du PDM sectoriel, nous pouvons ensuite calculer un score de résilience du PDM pour chaque groupe de richesse. Le calcul peut être fait par ménage (en utilisant la taille moyenne des ménages des pauvres) ou par habitant. À titre d'illustration, nous utiliserons le calcul par habitant.

Pour calculer le coût du PDM par habitant, un moyen simple est de diviser le coût total du PDM par la taille du ménage. Le PDM rural était basé sur une taille de ménage de 8 au Niger et une de 11 au Sénégal. Le résultat par habitant est ainsi estimé à 101 466 FCFA au Niger et à 104 521 FCFA au Sénégal (ajusté aux prix de 2015-2016).

L'étape suivante consiste à comparer le coût du PDM par habitant au *revenu total* par habitant par groupe de richesse à partir duquel on peut calculer un score de résilience du PDM. Les résultats pour le Niger et le Sénégal sont illustrés dans les figures 13 et 14 respectivement. Dans les deux cas, les groupes de richesse très pauvres et pauvres se situent nettement en dessous du seuil du PDM. Les ménages moyens tombent juste au-dessus ou juste en dessous du seuil, et seuls les aisés dépassent largement la limite. Concrètement, on estime qu'environ 60% des ménages dans les deux zones de moyens de subsistance agropastoraux du Niger et du Sénégal se situent nettement en dessous du niveau minimum de bien-être ; environ 27 à 29% des ménages gagnent un revenu suffisant pour satisfaire aux normes du secteur ; et seulement 11 à 13% des ménages atteignent un niveau de confort supérieur à la norme minimale.

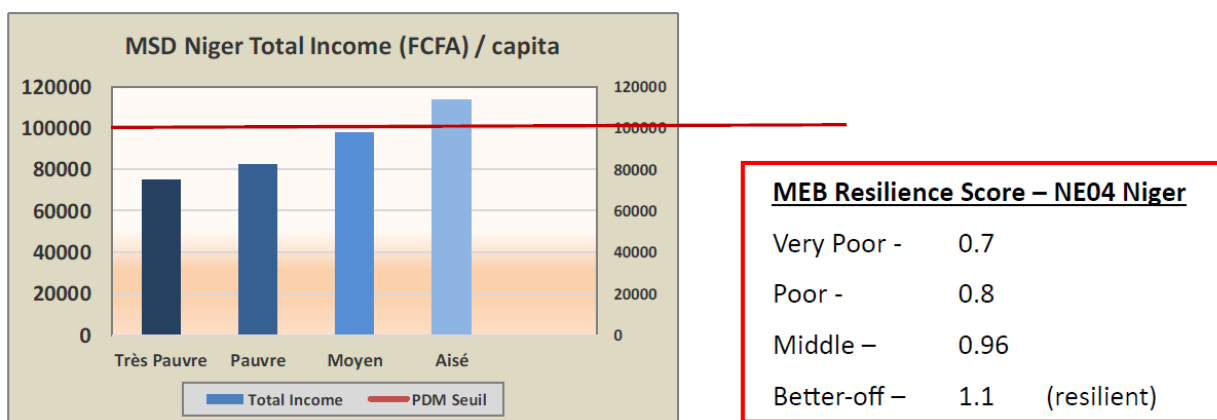


Figure 14 - Revenu total annuel par groupe de richesse et seuil de résilience du PDM - NE04 LZ Niger

Ces résultats peuvent donc être résumés en termes de **score de résilience du PDM**. Le score est calculé en divisant le revenu total par le coût du PDM sectoriel. Un score supérieur à 1 signifie que le revenu du ménage est suffisamment élevé pour couvrir le coût des normes sectorielles dans cette zone. Ces ménages sont donc relativement **robustes**. Un score inférieur à 1 signifie que le revenu du ménage est inférieur au coût nécessaire pour satisfaire les normes minimales de bien-être⁹. Dans les deux zones de moyens de subsistance agropastorales du Niger et du Sénégal en 2015-2016, seuls les groupes de richesse aisés et moyens avaient un score supérieur ou égal à 1.

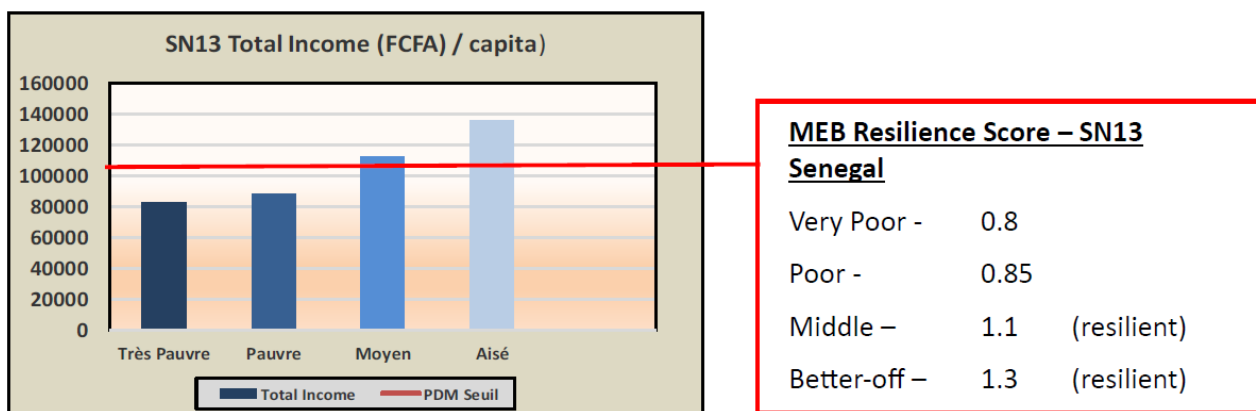
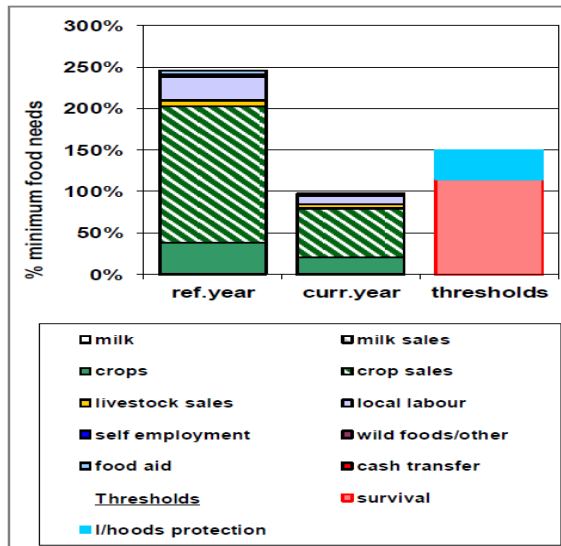


Figure 15 - Revenu total annuel par groupe de richesse et seuil de résilience du PDM - SN13 LZ Sénégal

⁹ Le score de résilience PDM emprunte la méthode de calcul au score de résilience des moyens de subsistance HEA, mais les deux diffèrent d'une manière fondamentale. Le score de résilience des moyens de subsistance concerne le degré auquel les ménages résistent aux chocs communs. Pour calculer le score, un scénario de risque typique est modélisé à l'aide de données de base HEA. Les groupes de richesse qui se situent au-dessus de leur seuil de protection des moyens d'existence (c.-à-d. Un score de résilience supérieur à 1) sont considérés résilients au risque. En revanche, le score de résilience PDM est une mesure du bien-être dans une année relativement normale et compare l'année de référence et / ou le revenu du ménage de l'année en cours au coût de l'atteinte de niveaux de vie minimum acceptables.

Analyse des résultats HEA et du PDM sectoriel

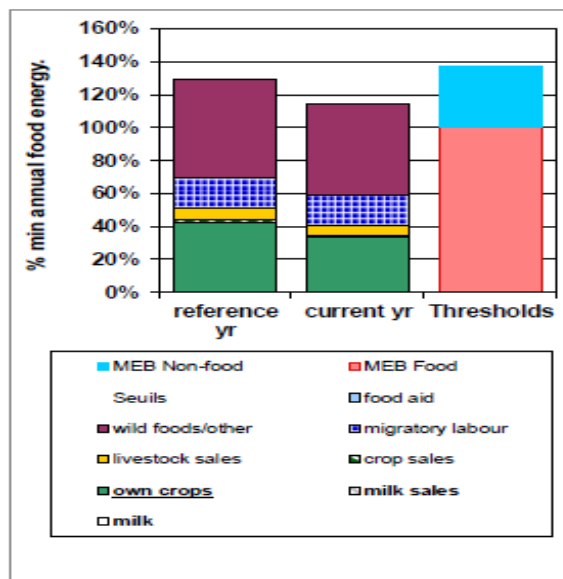
Figure 16 - Revenu total des ménages pauvres pour l'année de référence et l'année en cours + Seuil du PDM pour l'année en cours - MSD Niger



le **MEB LIAS** (*Livelihood Impact Assessment Spreadsheet*).

Le MEB LIAS est conçu pour analyser et fonctionner comme le HEA LIAS standard. La principale différence est que dans le LIAS HEA standard, la feuille M est utilisée pour enregistrer les changements dans le prix des articles dans les paniers de survie et de protection des moyens de subsistance. Celle-ci a été remplacée dans le MEB LIAS (feuille M) par les articles du panier alimentaire du PDM sectoriel et par les paniers sectoriels non alimentaires. Jusqu'à 10 aliments du panier alimentaire sont inclus dans le MEB LIAS. Pour les paniers non alimentaires, seul le coût total de chaque panier sectoriel est saisi.

Figure 17 - Revenu total des ménages pauvres pour l'année de référence et l'année en cours + Seuils du HEA pour l'année en cours - MSD Niger



paniers sectoriels non alimentaires.

Dans la section précédente, nous avons vu comment le **seuil du PDM sectoriel** pouvait être comparé au **revenu total du ménage** afin de générer un score de **résilience du PDM sectoriel**. Nous avons également discuté de la façon dont les changements dans le **coût du PDM sectoriel** peuvent être comparés aux changements dans les **dépenses des ménages** sur les articles sectoriels. Nous pouvons également évaluer comment les **variations du coût du PDM sectoriel** peuvent être comparées aux **variations du revenu total du ménage**. Dans l'analyse HEA, le calcul de l'impact des chocs de prix et de production de l'année en cours sur le revenu total des ménages est appelé **analyse des résultats**. L'analyse des résultats peut être appliquée à une étude du PDM sectoriel en utilisant une feuille de calcul Excel spéciale appelée

Le résultat final est une analyse de la façon dont le revenu total des ménages de l'année de référence et de l'année en cours se compare au coût de l'année courante du PDM sectoriel. Dans le graphique ci-dessus à gauche, la barre à l'extrême droite montre le seuil PDM de l'année en cours. Ce seuil remplace le seuil de survie et de protection des moyens de subsistance, comme on le voit dans l'analyse des résultats du HEA standard (c.-à-d. voir le graphique à gauche). Dans les deux cas, la barre a été divisée en deux sections. Dans le HEA standard, la section rose représente le seuil de survie. La section bleue représente le seuil de protection des moyens de subsistance. Dans l'analyse du PDM sectoriel, la section rose représente le coût du panier sectoriel alimentaire. La section bleue représente le coût des

Le seuil du PDM sectoriel est plus élevé (c.-à-d. il est plus onéreux) pour de bonnes raisons. Par exemple, le panier de survie HEA comprend les aliments de base locaux plus le sel, le savon et le combustible de cuisson, et parfois des frais de meulage. En revanche, le panier sectoriel alimentaire du PDM ne contient que de la nourriture. Cependant, ce panier comprend une diversité de produits alimentaires (c.-à-d., jusqu'à 10 articles) couvrant les principaux groupes alimentaires pour un régime alimentaire sain.

La section bleue de la barre de seuil du PDM représente le coût des paniers sectoriels non alimentaires. Elle représente le coût de l'ensemble des articles des paniers sectoriels WASH, abri et logement, vêtements ; éducation ; santé ; agriculture et élevage ; contributions fiscales et communautaires ; et (le cas échéant) de protection et de sécurité. En comparaison, le panier de protection des moyens de subsistance contient la plupart des articles que le PDM non alimentaire mais la gamme d'articles est plus petite et les quantités sont moins importantes parce qu'ils sont basés sur les dépenses réelles des pauvres plutôt que sur les dépenses désirées pour satisfaire aux normes sectorielles.

Afin de comparer le revenu total du ménage pour l'année en cours avec les seuils de survie et de protection des moyens de subsistance et avec le seuil du PDM, des analyses séparées et des graphiques séparés seront générés en utilisant les deux LIAS séparés. Un seul ensemble de données de référence est requis pour le paramétrage du LIAS standard et du MEB LIAS sectoriel.

L'analyse des résultats HEA est réalisée pour des groupes de richesse distincts ainsi que pour des zones de moyens d'existence distinctes. Dans l'analyse des résultats PDM par secteur, le revenu total des ménages varie en fonction du groupe de richesse mais le même seuil du PDM sectoriel est appliqué à tous les groupes de richesse. L'analyse est plus complexe pour les différentes zones de moyens d'existence. En fin de compte, il dépend de la décision de l'utilisateur d'appliquer un seul seuil PDM dans toutes les zones rurales ou, alternativement, de collecter des données dans chaque zone et de calculer un seuil du PDM distinct pour chaque zone de subsistance.

Chacune de ces décisions débouche sur différentes implications

1) Un PDM sectoriel unique pour toutes les zones rurales - (i) Les coûts du panier sectoriel non alimentaire seront appliqués de la même manière à toutes les zones rurales. Cependant, le coût final de chaque panier sectoriel devra être ajusté pour l'année de référence de chaque zone. (ii) Le coût du panier du secteur alimentaire sera mis à jour en fonction des données réelles de l'année de référence pour les produits alimentaires dans chaque zone de subsistance. Par conséquent, les prix seront spécifiques à la zone de subsistance. S'il n'y a pas de prix réel pour un aliment donné dans les données de base, le prix dans le sectoriel d'origine sera utilisé. Notez que l'utilisation de coûts différents pour la nourriture pour chaque zone de moyens de subsistance signifiera que le coût du PDM aura une valeur différente (à la fois en termes de nourriture et d'argent) dans chaque zone de moyens d'existence. Ce n'est que si les mêmes coûts sont appliqués à toutes les zones rurales de subsistance que le seuil du PDM sectoriel sera le même dans toutes les zones rurales. Une adaptation à cette approche consiste à calculer un seuil du PDM unique pour chaque catégorie principale de zone de moyens de subsistance (zones agropastorales, pastorales, agricoles et irriguées).

2) Seuils PDM sectoriel spécifique aux zones de moyens de subsistance - (i) Les coûts du panier sectoriel non alimentaire seront basés sur les prix spécifiques de chaque zone de moyens de subsistance pour l'année de référence donnée; et (ii) les coûts du panier sectoriel alimentaire seront basés sur des prix spécifiques à chaque zone de moyens de subsistance pour les 10 aliments de base communs dans la zone et en utilisant les données de l'année de référence spécifique à la zone.

Actuellement, l'analyse du PDM sectoriel utilise un MEB LIAS basé sur des données de l'étude pilote de la zone de moyens de subsistance MSD (NE04) au Niger. Ce LIAS et le fichier de configuration LIAS correspondant pourraient être adaptés pour toutes les zones de subsistance agropastorales au Niger en ajustant les coûts du panier non alimentaire pour les années de référence spécifiques de chaque zone de subsistance et en actualisant le panier du secteur alimentaire à partir des coûts réels des aliments dans chaque zone de moyens de subsistance (option 1). Pour poursuivre l'option 2 ci-dessus (c'est-à-dire, un seuil PDM sectoriel spécifique pour chaque zone de moyens d'existence), un fichier de configuration/paramétrage LIAS différent et séparé devra être généré.

Dépenses sectorielles axées sur les enfants - Étude de cas de la ville de Diffa (Niger)

Une étude de référence HEA récemment menée dans la ville de Diffa s'est intéressée aux ménages très pauvres et pauvres de deux groupes de population (les personnes déplacées internes ou PDI et la population hôte). L'année de référence de l'étude était décembre 2016 - novembre 2017. Un profil séparé des moyens de subsistance HEA résume les résultats de l'évaluation de base. La discussion qui suit se concentre donc sur la comparaison entre les résultats de référence et les coûts du PDM sectoriel en zone urbaine, avec un accent particulier sur comment incorporer une analyse des dépenses sectorielles axées sur l'enfant.

Avant d'examiner en détail deux exemples d'analyse des dépenses axées sur l'enfant, nous examinerons le seuil du PDM sectoriel urbain, puis nous passerons en revue les dépenses sectorielles globales par rapport aux coûts du panier sectoriel. Le premier graphique (figure 16 ci-dessous) compare le *revenu total* de chaque groupe de richesse au seuil du PDM urbain qui a été calculé pour un ménage de 8 personnes. Le panier urbain comprend des coûts plus élevés pour l'eau et le bois de chauffage, un panier alimentaire légèrement plus diversifié et moins d'intrants de subsistance que le panier rural. De plus, dans l'étude de cas en zone urbaine, le montant *total pour la nourriture + le revenu en espèces* combine les revenus en espèces gagnés au cours de l'année, plus l'assistance alimentaire et les dons. Seuls les pauvres de la population hôte ont eu accès à de la nourriture provenant de leur propre production agricole périurbaine.

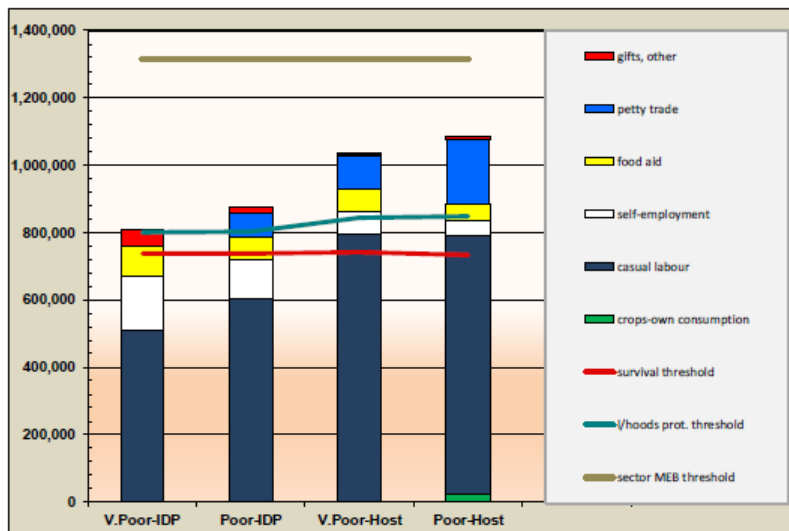


Figure 18 - Revenu total par groupe de richesse et Seuil du PDM sectoriel (FCFA / HH 8 / année) - ville de Diffa, Niger

Les quatre graphiques à barres empilés représentent le *total pour la nourriture + les revenus en espèces* par ménage de 8 pour l'année de référence 2016-2017. Les résultats pour les **populations déplacées internes** (très pauvres et pauvres) sont présentés dans les deux graphiques à barres à l'extrême gauche. Les ressources de ces

groupes se situent au niveau ou juste au-dessus du seuil de protection des moyens de subsistance.

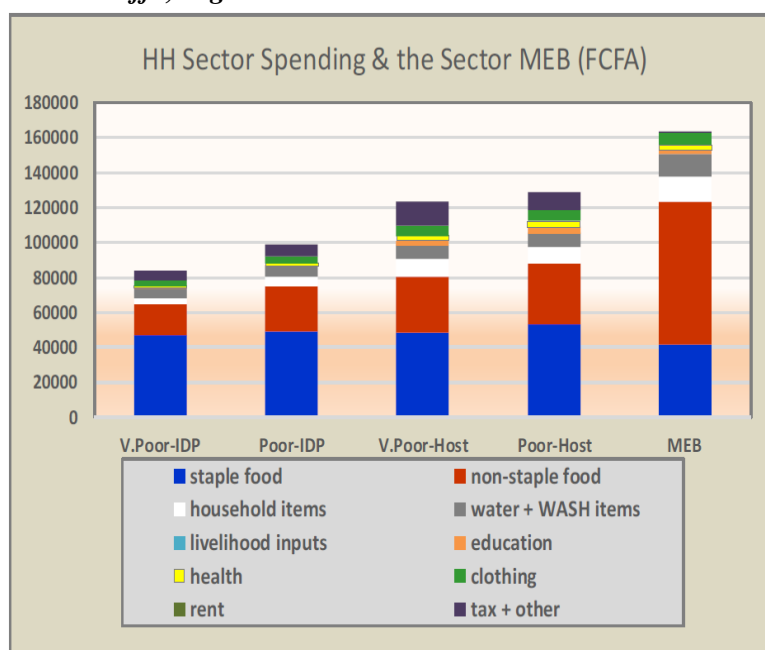
Ces ménages vivent à la limite de la survie. Le score de résilience PDM pour la population urbaine IDP de Diffa est de 0,64 pour les très pauvres et de 0,7 pour les pauvres. Les deux barres à droite sur le graphique ci-dessus illustrent le *revenu total* de la population **hôte** (ménages très pauvres et pauvres). En comparaison, leurs ressources se situent au-dessus du seuil de protection des moyens de subsistance. Néanmoins, leur revenu ne répond pas à la norme minimale de bien-être en matière de dépenses. Les

scores de résilience PDM sont de 0,8 pour les ménages hôtes très pauvres et de 0,84 pour les ménages hôtes pauvres. La valeur totale du seuil du PDM sectoriel urbain de Diffa est estimée à 164 509 FCFA par habitant/an. Ce qui représente 27.025 FCFA par habitant/an de plus que le *revenu total* des ménages hôte pauvres (qui avaient le revenu total le plus élevé des 4 groupes de richesse). Les ménages hôtes pauvres doivent augmenter leur revenu à environ 120% de leur revenu de l'année de référence pour répondre aux normes du secteur urbain de Diffa¹⁰.

Les dépenses axées sur l'enfant et les paniers sectoriels

Le calcul détaillé des coûts par panier sectoriels permet de voir de plus près combien les ménages consacrent aux enfants et s'il est suffisant pour satisfaire aux normes de santé, d'hygiène et d'éducation. Dans un premier temps, nous verrons un aperçu des dépenses des ménages par secteur par rapport aux paniers sectoriels de l'étude de cas urbaine de Diffa.

Figure 19 - Dépenses sectorielles par groupe de richesse et les paniers sectoriels (FCFA / pers / année) - Ville de Diffa, Niger



Constats:

1) **Dépenses prioritaires** - L'alimentation est la dépense prioritaire et représente 65 à 77% des dépenses des très pauvres et des pauvres chez les populations déplacées et la population hôte. Cette proportion est similaire à celle du panier alimentaire dans le PDM sectoriel dans la zone urbaine de Diffa qui représente 76% du coût total du PDM. Le bois de chauffe, l'eau et les vêtements constituaient d'autres dépenses prioritaires communes.

2) **Ecarts dans les dépenses** - En termes absolus, les dépenses des ménages pour les produits non

alimentaires de base étaient beaucoup plus faibles que les normes du secteur urbain. Le panier alimentaire urbain contient une plus grande variété d'articles pour satisfaire aux normes pour un régime alimentaire sain que le régime alimentaire des pauvres et des très pauvres, ce qui explique l'écart dans les dépenses. L'autre principal écart était les dépenses du secteur WASH. Les ménages très pauvres et pauvres ont payé pour l'eau et le savon mais, en moyenne, ils n'ont pas acheté les autres articles d'hygiène et d'assainissement inclus dans le panier du secteur urbain.

Les paniers du secteur de la santé et de l'éducation sont moins coûteux que le panier WASH, mais ils sont essentiels au bien-être des enfants. L'étude de référence dans la zone urbaine de Diffa contenait des informations détaillées sur les dépenses et cette information peut donner des indications sur les dépenses axées sur les enfants.

¹⁰ Rappelons que les ménages pauvres des zones rurales de Diffa (zone de moyens de subsistance NE04) doivent également augmenter leur revenu total à environ 123% des niveaux de l'année de référence pour satisfaire aux normes sectorielles.

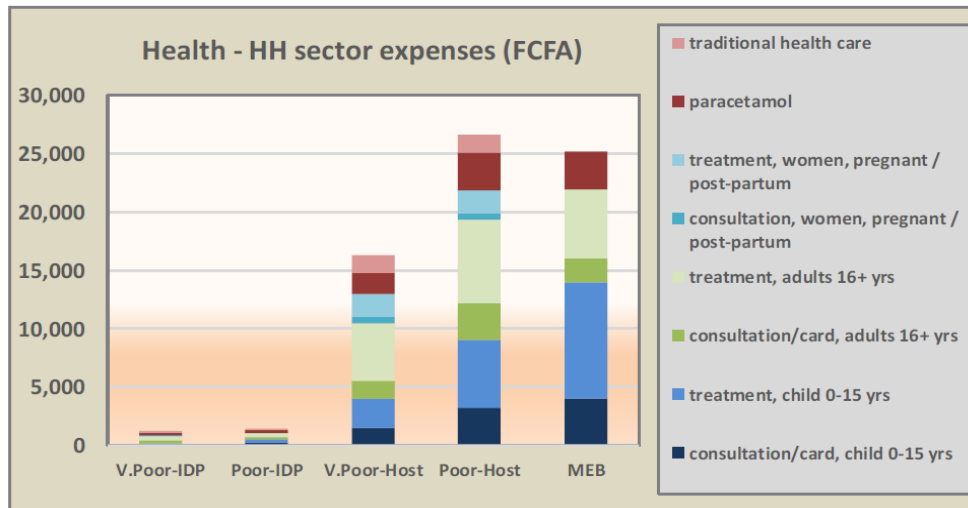


Figure 20 - Dépenses par habitant du secteur de la santé par groupe de richesse et panier du secteur de la santé (FCFA / année)

Les ménages pauvres de la population hôte ont dépensé de l'argent pour les soins de santé des enfants et des adultes au sein de la famille. Cependant, les très pauvres de la population hôte ainsi que les deux groupes de richesse des populations déplacées ont très peu dépensé pour les soins de santé des enfants. Les soins de santé pour les enfants de ces groupes de population ont peut-être été fournis gratuitement, mais la santé des enfants a probablement souffert du manque de revenus.

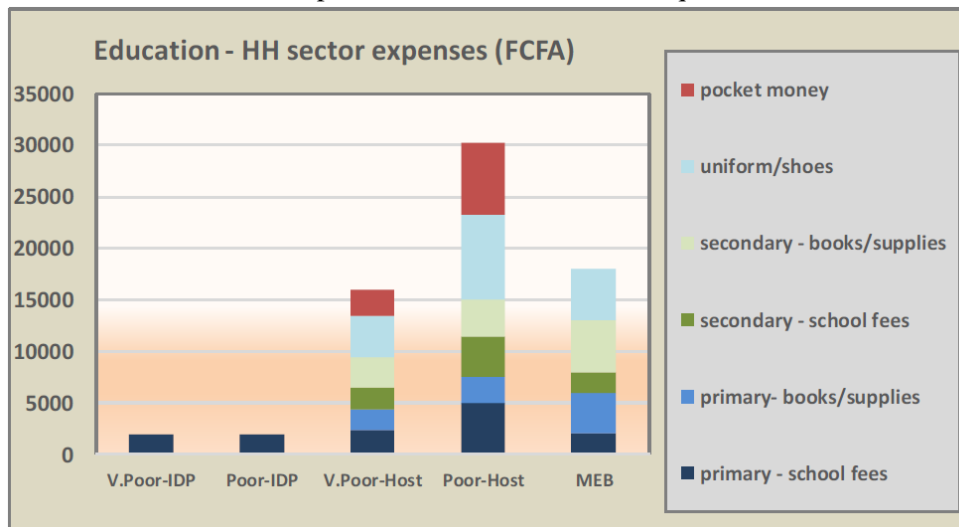


Figure 21 - Dépenses du secteur de l'éducation par habitant par groupe de richesse et panier du secteur de l'éducation (FCFA / année)

La ventilation détaillée des dépenses d'éducation montre que dans les zones urbaines, les très pauvres et les pauvres au sein de la population hôte ont dépensé de l'argent pour l'éducation des élèves du primaire et du secondaire. En effet, leurs dépenses étaient plus élevées que celles du panier estimé du secteur de l'éducation en milieu urbain, ce qui devrait inciter à revoir les coûts du panier. Les dépenses scolaires de la population hôte contrastent fortement avec celles de la population déplacée qui ne peut se permettre de payer que pour l'école primaire/ les études primaires. Ces ménages ont peut-être eu accès à des programmes de parrainage scolaire ou ont peut-être bénéficié d'une éducation gratuite, mais les résultats

suggèrent que les ménages pauvres et très pauvres ne peuvent pas se permettre les frais de scolarité de leurs enfants.

Les résultats de la ville de Diffa sont intéressants par rapport aux résultats obtenus dans les zones rurales de Diffa (zone de moyens de subsistance de Mainé Sorora Diffa). **Les dépenses d'éducation dans la zone rurale étaient très faibles par rapport à la norme du secteur rural. Les dépenses étaient concentrées sur l'éducation primaire seulement. Dans la zone urbaine, les ménages hôte pauvres ont non seulement dépensé beaucoup plus pour l'éducation en général, mais ils ont également pris en charge les dépenses de l'école secondaire en particulier.** S'agissait-il d'un problème lié à l'accès et à la disponibilité dans les écoles secondaires ou à une question concernant le niveau de revenu du ménage et les priorités en matière de dépenses? La réponse nécessiterait une analyse plus approfondie, mais constituerait une importante étude de suivi du projet pilote du PDM.

Section 4 - Prochaines étapes

Les activités pilotes menées au Niger et au Sénégal pour tester le processus de calcul d'un PDM sectoriel et utiliser le seuil du PDM pour l'analyse de la résilience devraient maintenant être mises en œuvre ailleurs dans la région ainsi qu'au Niger et au Sénégal. Les prochaines étapes sont résumées ci-dessous.

Niger et Sénégal – Mise à l'échelle de l'utilisation du seuil du PDM sectoriel

1) un seuil PDM unique ou plusieurs seuils PDM

Ce travail sur le PDM sectoriel et l'analyse de la résilience HEA a nécessité la mise en place d'outils PDM et l'élaboration d'une procédure qui pourrait, à l'avenir, être étendue à toute la région. Afin de tester le processus et les outils, un projet de PDM sectoriel a été lancé dans deux zones agropastorales rurales au Niger et au Sénégal. Le projet pilote impliquait également l'intégration du PDM dans les outils standard de collecte et d'analyse de données HEA afin qu'il y ait une approche cohérente.

Pour mettre à l'échelle/intensifier ce projet pilote et mettre en œuvre l'analyse de résilience HEA en utilisant le seuil du PDM sectoriel, deux solutions sont possibles:

(a) Développer un seuil du PDM sectoriel unique pour la zone rurale et un seuil PDM sectoriel unique pour la zone urbaine par pays

L'objectif visé à travers cette approche est d'avoir un seuil PDM sectoriel unique appliqué à toutes les zones rurales ainsi qu'un seuil PDM unique pour l'ensemble des zones urbaines. L'avantage de cette approche est qu'elle est relativement simple et nécessite un minimum de collecte de données. Deux grands marchés, l'un en zone rurale et l'autre en zone urbaine seront sélectionnés pour la collecte de données sur les prix des produits non alimentaires pour l'année en cours. Ces prix devront être **ajustés** à l'année de référence spécifique du profil de chaque zone de subsistance rurale et urbaine en appliquant le taux d'inflation. Les prix des denrées du panier sectoriel pour un régime alimentaire sain seront également recueillis auprès des grands marchés ruraux et urbains. Alternativement, les prix des aliments seront tirés directement du BSS pour chaque zone de subsistance spécifique. L'inconvénient de cette approche du PDM sectoriel unique est qu'en cas de variation sensible des prix à travers le pays, le seuil du PDM sectoriel sera plutôt brut. Un autre inconvénient est que certains paniers sectoriels tels que ceux de l'agriculture et de l'élevage et/ou certains articles (comme la *zakat*) peuvent également différer considérablement selon le type de zone de subsistance (agricole, agropastorale ou pastorale).

(b) Développer des seuils PDM multisectoriels (c.à.d pour chaque zone de moyens d'existence)

Une approche plus complexe mais rigoureuse consiste à calculer un PDM sectoriel pour chaque zone de moyens de subsistance (ancienne et nouvelle). L'objectif est de développer un seuil PDM sectoriel spécifique à chaque zone (rurale et urbaine). La composition des paniers devrait être plus ou moins identique pour toutes les zones rurales (et la composition des paniers pour le PDM devrait être le même pour toutes les zones urbaines). Cependant, les prix des articles individuels ainsi que le coût global des

paniers sectoriels seront différents car ils seront déterminés par les prix locaux dans chaque zone. Cette approche prend plus de temps car elle nécessite davantage de données, bien qu'elle reflète mieux le coût réel pour avoir un certain niveau de vie dans une zone donnée.

2) Nouvelles références

Pour les nouveaux profils de base dans les régions rurales du Niger et du Sénégal, les équipes devront entreprendre deux tâches supplémentaires afin d'intégrer l'analyse du PDM sectoriel dans l'analyse HEA standard:

- (i) Rassembler les données sur les dépenses des ménages ventilées par secteur au cours de l'évaluation de base;
- (ii) Mettre à jour les prix dans les paniers sectoriels ainsi que le coût total du secteur PDM en utilisant la nouvelle **année de référence** de zone. Utilisez les prix du marché local si plusieurs seuils du PDM sectoriels sont développés. Sinon, si un PDM sectoriel unique est utilisé pour toutes les zones, mettre à jour les prix en appliquant le taux d'inflation. Les prix des aliments devraient toutefois être locaux.

Avec cette information, l'analyse de référence HEA standard peut être étendue pour inclure les résultats du PDM. L'analyse mettra l'accent sur les personnes **qui se** situent en dessous du seuil du PDM sectoriel (quels groupes de richesse et quelle proportion de ménages les constituent); **à quel niveau en dessous** du seuil se situent-ils et de quelle proportion de revenus supplémentaires leur faut-il pour atteindre le seuil; et quels articles dans chaque panier sectoriel ne sont pas à la portée des groupes de richesse qui se situent sous le seuil.

3) Analyse des résultats

L'analyse des résultats de l'évaluation HEA standard va intégrer les résultats du PDM sectoriel en incluant une collecte de données supplémentaire. L'objectif est d'évaluer la différence entre *le revenu total des* ménages par groupe de richesse et le seuil du PDM sectoriel au cours d'une année donnée. À cette fin, les coûts du panier sectoriel seront surveillés et mis à jour chaque année.

Le processus consistera à procéder à une spécification du problème aussi bien pour le panier alimentaire que pour les paniers non alimentaires et à procéder à une analyse des résultats à l'aide du MEB LIAS. L'analyse portera sur **Qui** est touché (c.-à-d. les groupes de richesse se situent au-dessus ou au-dessous du seuil du PDM de l'année en cours); de **combien** (c.-à-d. l'ampleur de l'écart de dépenses entre le revenu total du ménage et le seuil du PDM sectoriel); et quels articles dans les différents paniers sectoriels les ménages n'ont pas les moyens de se procurer. L'objectif de l'utilisation du score de résilience PDM est d'informer les décideurs sur le niveau de revenu nécessaire pour hisser les ménages pauvres vers le seuil minimum de bien-être.

Le suivi des variations de prix peut se faire de trois manières:

- Recueillir les prix de chaque article présent dans les paniers sectoriels pour l'année en cours
- Recueillir les prix des principaux articles présents dans les paniers sectoriels. Appliquer l'indice des prix à la consommation (IPC) et le taux d'inflation aux autres prix.
- Appliquer l'indice des prix à la consommation et le taux d'inflation à l'ensemble du PDM sectoriel. Si l'indice des prix des produits alimentaires est sensiblement différent de l'indice des prix des articles non alimentaires, un taux d'inflation distinct sera appliqué au panier alimentaire et aux paniers non alimentaires.

Notez que les marchés spécifiques sélectionnés pour la surveillance des prix dépendront de l'existence d'un PDM unique au niveau national (zones rural et urbaine) ou de plusieurs PDM. En général, l'application de l'indice national des prix à la consommation et du taux d'inflation sera

probablement l'approche la plus simple et la plus directe du suivi de la variation des prix de l'année en cours.

Une fois que les prix de l'année en cours et/ou les taux d'inflation relatifs aux produits alimentaires et non alimentaires sont collectés, l'analyse suit le même processus qu'une analyse des résultats de la SEH, suivant le schéma suivant:

- **Spécification du problème** - Une spécification du problème est appliquée aux paniers sectoriels. Le calcul de la spécification du problème est le coût de l'année de référence divisé par le coût de l'année en cours multiplié par 100.

La variation en pourcentage est ensuite appliquée au panier sectoriel. Dans le LIAS, la spécification du problème est calculée automatiquement après la saisie des coûts du panier sectoriel de l'année de référence et de l'année en cours.

- **Analyse des résultats** - Le seuil du PDM sectoriel pour l'année en cours est comparé aux variations du *revenu total* pour l'année en cours (par groupe de richesse) pour évaluer si le revenu du ménage s'est rapproché du seuil PDM ou /s'en est écarté. Cette analyse permet aux décideurs de voir l'effet des chocs et / ou des intrants de développement sur les ressources des ménages et d'évaluer dans quelle mesure les économies des ménages se sont améliorées ou se sont détériorées au cours de l'année par rapport aux normes sectorielles.

Nouvelles références dans d'autres pays de la région du Sahel

Dans les pays qui utilisent pour la première fois l'analyse PDM sectorielle, la première étape consiste à modifier la **composition** des paniers sectoriels en révisant les normes sectorielles nationales. Certains types de services sont fournis gratuitement par le gouvernement (ou d'autres organismes), tels que certains coûts scolaires et / ou de santé, et cela aura une incidence sur le coût de ces paniers sectoriels. L'eau est un autre élément qui sera examiné pays par pays selon qu'une eau de bonne qualité ne puisse être obtenue uniquement à partir d'une pompe payante ou d'un puits amélioré, ou si elle peut être obtenue gratuitement auprès d'une source locale de bonne qualité. Trois autres paniers (impôts et contributions communautaires (zakat), agriculture et élevage, régime alimentaire sain) devront également être revus.

Une fois la composition de chacun des paniers sectoriels vérifiée, **les données sur les prix** seront recueillies pour chaque article. Si un seul secteur national PDM (rural et urbain) est créé, les mêmes prix seront utilisés pour chaque zone de subsistance (ajusté pour l'année de référence dans chaque zone). Alternativement, les coûts du panier sectoriel peuvent être calculés pour chaque nouvelle zone de subsistance en utilisant les prix du marché local.

La **quantité** d'articles dans les paniers sectoriels sera déterminée zone par zone en fonction de la taille typique de la famille chez les ménages pauvres dans cette zone.

Analyses axées sur l'enfant

Des données plus détaillées sur les dépenses des ménages tirées des études de profils HEA permettront d'effectuer des analyses axées sur les enfants, comme le montre l'exemple des dépenses du secteur de la santé et de l'éducation de la ville de Diffa. Les écarts dans les dépenses axées sur les enfants devront être étudiés de manière plus approfondie pour déterminer si le problème est lié à l'accès et à la disponibilité des services ou à la pauvreté et à l'insuffisance de revenus.

Références

Caritas Malta., 2016: *A Minimum Essential Budget for a Decent Living – 2016*. Caritas Malta.

Cash Based Responses Technical Working Group, 2014: *Northern Syria Survival Minimum Expenditure Basket: Guidance Document*. Cash-Based Responses – Technical Working Group, December 2014.

Cashlearning.org, 2015: *Operational Guidance and Toolkit for Multipurpose Cash Grants*. Enhanced Response Capacity Project 2014-2015, cashlearning.org

Centre for Policy Dialogue, 2013: *Estimating a Living Minimum Wage for the Ready-Made Garment Sector in Bangladesh*. CPD Bangladesh / Berenschot. 25 September 2013.

Dr. B MacMahon, R. Thornton, N. Moloney, 2017: *Minimum Essential Standard of Living 2017*. Minimum Essential Budget Standards, Ireland. 2017.

ILO, 2012: *The Methodologies of the Subsistence Minimum Determination in Kazakhstan: the Ways and Approaches to Improve*. ILO Decent Work Technical Support Team, ILO Country Office for Eastern Europe and Central Asia.

J. Smith, M. Abrahams, N. Chiya, 2017: *2017 PACSA Food Price Barometer Annual Report*. PACSA (Pietermaritzburg Agency for Community Social Action), Pietermaritzburg, October 2017

Somalia Food Security Cluster, 2017: *Interim Guidance Note on Determining Cash Transfer Values for Food Security Drought Response Programming in Somalia*. Somalia Cash and Markets Task Force, FS Cluster, February 2017.

The Sphere Project, 2011: *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response*, The Sphere Project

World Food Programme, 2016: *Basic Needs Programming in Turkey. Establishing Targeting Criteria and a Minimum Expenditure Basket*. Fighting Hunger Worldwide series, WFP, April 2016

World Vision, 2017: *Feasibility of Multi-Purpose Cash Transfers in N'Guigmi, Diffa Region, Niger*. World Vision, May 2017.

Annexe 1 - Normes sectorielles

Secteur	Normes sectorielles internationales de Sphère	Normes sectorielles nationales
WASH		
Eau		
Eau - potable	3 L / personne / jour pour boire et se laver les mains	Sénégal -2-5 L / jour est requis. Le paiement dépend de la disponibilité de la pompe.
Eau - autre utilisation	7,5-15 l / personne / jour pour couvrir tous les besoins de boisson, de cuisine, de bain et d'hygiène .	Minimum de 1 x jerrycan (@ 15-20 L) / jour / pers pour toute utilisation. Le coût est de 0,275 FCFA / L
	La qualité de l'eau devrait être exempte de risques de maladies hydriques. Des comprimés de purification ou de traitement de l'eau peuvent être nécessaires.	Niger - 2-5 L / jour est nécessaire pour l'eau potable. Le paiement dépend de la disponibilité de la pompe.
	La norme pour l'accès à l'eau ne se trouve pas à plus de 500 mètres de la source d'eau au ménage (et le temps de recueillir l'eau pas plus de 30 minutes).	Minimum de 1 x jerrycan (@ 20-25 L) / jour / HH pour un autre usage
Conteneurs d'eau	2 bidons d'eau de 10 à 20 litres par maison pour transporter l'eau et stocker l'eau.	
Assainissement		
Latrines	Les latrines (fosse ou toilettes modernes) devraient être la norme. En l'absence de latrines, la norme exige de spécifier un site de défécation loin des habitations humaines et de promouvoir une gestion adéquate des déchets humains (càd, Utiliser du sol pour couvrir les excréments). Au minimum, les déchets humains ne devraient pas être laissés à l'air libre et ne devraient pas être laissés à proximité d'habitations humaines (<i>Sphère</i>)	Niger + Sénégal - 1 latrine / HH. Il est essentiel de se laver les mains après avoir utilisé les toilettes. Évitez la cohabitation entre les humains et les animaux. <i>Inclure le coût pour maintenir la propreté des latrines, mais pas le coût de la latrine elle-même .</i>
	1 toilette pour 20 personnes est la norme	
	Un emplacement sûr et un éclairage adéquat et / ou la fourniture d'une torche sont essentiels pour la sécurité des filles et des femmes	Torches incluses dans les articles HH.
	Les latrines communautaires devraient être situées à plus de 50 mètres de l'habitation humaine.	
Gestion des déchets	Videz les déchets de HH au moins 2 fois par semaine. Le tas d'ordures (ou site de décharge) doit être à au moins 100 m des zones de vie. La taille standard d'une poubelle commune est de 100 L pour 10 ménages.	Niger + Sénégal - 1 x balai / HH. 1 x conteneur pour les déchets. Le placement correct de la poubelle est important.
5.2 Drainage/Assainissement	Les normes visent à réduire les risques d'infection et de transmission de maladies ainsi qu'à éviter l'érosion des sols. L'eau stagnante doit être évitée ou traitée pour réduire le risque de paludisme.	Pelle ou autre outil nécessaire pour maintenir un bon drainage. Inclure 1 pelle.

Secteur	Normes sectorielles de Sphère international	Normes sectorielles nationales
WASH		
HYGIÈNE 1		
Personnel - savon	1 x 250 g de savon de bain par personne et par mois	Sénégal - 1 savon 250 gr + 1 savon 200 gr / jour / HH = 200400 FCFA / jour
	1 shampoing de 250 ml par personne et par mois	Niger - 1 barre de savon de 250 gr (@ 175 FCFA) / jour / HH. Bar savon est utilisé pour laver les cheveux.
Domestique - savon	1 x 200 g de savon à lessive par personne et par mois	Niger - 2 sachets (100 gr) (@ 100 FCFA) / jour / HH
Cheveux	1 x brosse à cheveux et / ou peigne par personne et par mois	coiffure
Hygiène féminine	1 x tissu de coton lavable par personne et par mois	
Chirurgie dentaire	1 x brosse à dents + 1 x 75 ml / 100 g de dentifrice par personne et par mois	Dans les zones rurales, les brosses à dents locales des arbres indigènes sont utilisées à la place des brosses à dents achetées + pâte.
Autre	1 x coupe-ongles par personne et par mois	
	1 lotion 250 ml pour nourrissons et enfants jusqu'à 2 ans	
	1 x rasoir par homme adulte par mois	Les lames de rasoir sont achetées non rasoirs.

ABRIS et articles ménagers		
Abris		
Matériaux de construction pour La construction de maisons + entretien ménager	Les matériaux de construction (pour la construction et pour l'entretien) doivent être disponibles localement et durables sur le plan environnemental 1 boîte à outils nécessaire pour réparer la maison après les tempêtes saisonnières (voir sous boîte à outils, articles HH)	La construction de la maison n'est pas incluse. Niger + Sénégal - Comprend une <i>machette</i> qui est utilisée pour les réparations à la maison. Le chaume et les poteaux locaux peuvent être collectés gratuitement.
fenêtres, porte	Positionner les fenêtres et la porte pour favoriser une bonne ventilation	Elles concernent les codes du bâtiment lors de la construction de nouvelles maisons et sont trop difficiles à suivre pour le PDM
toit de plafond	La hauteur du plafond doit assurer une bonne ventilation et être d'au moins 2 mètres de hauteur	
tapis de sol	Les tapis doivent couvrir le sol pour limiter la poussière et empêcher la propagation des maladies transmises par l'air.	
maison	Avoir une zone ombragée pour les activités ménagères (cuisine, baignade, etc.)	Non inclus dans le PDM de base, car les matériaux locaux peuvent être utilisés.
risque d'incendie	Le boîtier doit être conforme aux normes de risque d'incendie faible	Non inclus dans le PDM. Trop difficile à suivre.

Secteur	Normes sectorielles internationale de Sphère	Normes sectorielles nationales
ABRIS et ARTICLES MENAGERS		
Utilitaires et produits ménagers		
Électricité		Non inclus dans les zones rurales.
Lumière	1 lanterne par foyer et bougies avec allumettes ou torche et batteries	Niger + Sénégal - Les torches chinoises + les batteries sont les plus courantes. Des bougies sont également disponibles.
Cuisson	Poêle (avec une bonne ventilation et économe en énergie)	Le nouveau poêle n'est pas inclus dans le PDM.
	Combustible / bois de chauffage avec stockage à sec	Niger + Sénégal - Le bois de chauffage est le plus commun. Il est recueilli gratuitement du buisson.
	2 x casseroles avec des couvercles	1-2 x pots de cuisine par an
	1 x plateau / bassin pour préparer et servir de la nourriture	Cuillères, calebasse, louche, tasse, couteau de cuisine
	1 x couteau + 2 cuillères de cuisson / de service)	
	1 x assiette, cuillère, verre ou tasse par personne	
	Les frais de broyage (voir la section des aliments sur les grains entiers) - les grains entiers sont préférés en termes de leur valeur nutritive et ceux-ci doivent être broyés.	Niger + Sénégal - Pas de normes établies sauf la référence dans Sphère sur la valeur des grains entiers.
Stocker de la nourriture	Unité de stockage de la nourriture qui la garde exempte de contamination et de parasites et qui se trouve dans un endroit frais et sec. HCR, 1950	Grenier non inclus dans le PDM. Inclure un conteneur de stockage de nourriture.
Dormir	lit, matelas, draps, couvertures	Inclure uniquement des couvertures pour les jeunes enfants dans des contextes non-réfugiés.
	moustiquaire	Niger + Sénégal - Fourni gratuitement par le gouvernement ou les ONG
Sel et condiments	Utilisez du sel iodé.	Sénégal - L'assaisonnement local est composé de sel, d'oignons, de tomates, de carottes.
		Niger - L'assaisonnement local inclut le sel, la saveur, la poudre de feuilles, les tomates

Vêtements		
Vêtements - enfants + adultes	2 x ensembles de vêtements pour les conditions locales, y compris des sous-vêtements par personne et par an	Sénégal - 1 nouvel ensemble de vêtements + chaussures par an pour chaque groupe d'âge
	1 x chaussures pour le climat local par personne et par an	Les Nigériens "doivent" acheter 1 ensemble de vêtements neufs pour l' <i>Aïd</i>
	2 x pyjamas pour les nourrissons et les enfants de moins de 2 ans par an	Dans les climats chauds, le pyjama peut ne pas être nécessaire.

IMPOTS ET CONTRIBUTIONS COMMUNAUTAIRES

Impôts et Zakat

Paiement au chef de village		Niger- Le paiement est effectué pour les membres de la famille âgés de 18 ans et plus. Au Sénégal également , le paiement au chef de village est une dépense essentielle.
Zakat - en nature		Niger + Senegal- Le paiement se fait après la récolte et le taux est de 10% de la récolte.

Contributions communautaires ("Inclusion sociale")

Épargne et crédit	Les groupes d'entraide communautaires devraient être encouragés et soutenus car ils sont de bons véhicules pour les femmes, les hommes et les jeunes afin de partager l'information et de discuter des problèmes.	
Événements communautaires / Fêtes religieuses		Niger + Sénégal - Il n'y a pas de normes spécifiques mais l'achat d'un mouton pour l'abattage pendant <i>Tabaski</i> est très important culturellement.
PROTECTION DE LA SÉCURITÉ		
Protection de la sécurité		
Sécurité intérieure	La responsabilité première de protéger les personnes contre les menaces à leurs vies incombe au gouvernement et aux autres agences concernées. Cependant, le principe directeur est d'aider à minimiser les menaces ; faciliter les efforts des gens pour rester en sécurité ; aider à réduire l'exposition au risque ; et soutenir les mécanismes d'entraide communautaires.	Niger + Sénégal - La <i>machette</i> est incluse dans la réparation à domicile. ..Il est également utilisé comme outil agricole.
Gardes de village		

Secteur	Norme sectorielle internationale de Sphère	Normes sectorielles nationales
ÉDUCATION		
Enseignement primaire et secondaire		
Primaire - frais	Les normes humanitaires de Sphère n'incluent pas de section sur l'éducation.	Sénégal - Dans le secteur de l'éducation, il existe des normes scolaires (càd En alphabétisation et en mathématiques en français), mais il n'y a pas de normes en ce qui concerne les éléments requis pour atteindre les normes scolaires.
Primaire - uniforme		Niger - Les frais de scolarité pour l'enseignement primaire sont gratuits.
Primaire - fournitures		Niger - 25 000 - 30 000 FCFA / enfant / an est le coût standard pour les fournitures et la nourriture
Secondaire - frais		Sénégal - Le gouvernement a des normes scolaires en Alphabétisation et mathématiques françaises pour les élèves du secondaire.
Secondaire - uniforme		Niger - Depuis 1998, le gouvernement du Niger garantit une éducation gratuite pour les enfants de 4 à 18 ans. Une attention particulière est accordée à l'augmentation de l'éducation des filles.
Secondaire - fournitures		
Secondaire - résidence		
Secondaire - transport		

Secteur	Normes sectorielles internationales de Sphère	Normes sectorielles nationales
AGRICULTURE ET ÉLEVAGE		
Intrants de production		
Intrants de production général	Les intrants de production comprennent les semences, les outils, les engrais, les intrants d'élevage et d'élevage, les équipements de pêche, les instruments de chasse, les prêts et les facilités de crédit, les informations sur le marché et les moyens de transport.	
Agriculture - graines	Les graines doivent être conformes aux normes nationales et locales en termes de variété et si les graines hybrides ou locales (non-OGM) sont préférées	Niger - Le plan national au Niger consiste à améliorer l'accès aux semences, aux engrais et autres intrants.
Agriculture-engrais	L'engrais doit répondre aux normes locales d'utilisation	
Agriculture - pesticides		
Agriculture - outils		Sénégal - Au moins une série d'outils clés, y compris la houe, le râteau et la <i>daba</i> (houe traditionnelle) sont essentiels.
Agriculture - labour		
Bétail - eau		Niger + Sénégal - Les intrants appropriés pour satisfaire aux normes de production animale comprennent l'eau, le fourrage, les vaccinations et les médicaments.
Bétail - fourrage		Niger + Sénégal - L'eau, le fourrage et le sel sont généralement disponibles gratuitement
Bétail - sel		
Élevage - immunisations		Niger + Sénégal - Si la taille du troupeau est très petite (2-3 animaux), ils sont souvent vaccinés gratuitement.
Bétail - médicaments		
Bétail - élevage		
Micro-crédit & crédit local et épargne	Voir le commentaire ci-dessous sur les prêts et crédits comme moyen de subsistance approprié.	Niger - A partir de 2010, le gouvernement du Niger prévoit de promouvoir la microfinance décentralisée en s'inspirant des types locaux d'épargne et de crédit (tels que <i>les tontines</i>). Actuellement non inclus dans le panier sectoriel.

Secteur	Normes sectorielles internationales de Sphère	Normes sectorielles nationales
SANTÉ et SOUTIEN NUTRITIONNEL		
Vie		
Santé - moins de 5 ans		
Frais de clinique		Niger - En 2006, des soins de santé gratuits pour les enfants de 0 à 5 ans ont été introduits. Il y a une petite charge pour le <i> carnet </i>
Traitement	Vaccinations gratuites contre la rougeole. La couverture cible est de 90% des enfants de 6 mois à 5 ans (<i>Sphère</i>). Vaccinations gratuites en général recommandées pour les nourrissons et les enfants (moins de 5 ans) (<i>Unicef</i>)	Sénégal - En 2013, le gouvernement a lancé un programme visant à améliorer l'accès à la santé et à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Cela inclut des vaccinations gratuites et des consultations gratuites.
		Niger - <u>Immunisations 0-3 ans</u> : BCG, Hépatite B, VPO, VPI, Pentavalent, Pneumo, Rota 1 et 2, VAR, Vaccin anti Amaril, Hommes A. <u>Immunisations 3-5 ans</u> : Hépatite B, Méningocoque A, vaccin antipoliomyélitique oral, vaccin anti-rougeole
	Traitement gratuit pour le paludisme	Traitement gratuit du paludisme
	Des antibiotiques gratuits pour traiter la pneumonie	Des antibiotiques gratuits pour traiter la pneumonie
	Supplément de zinc ORS + gratuit pour traiter la diarrhée	Supplément de zinc ORS + gratuit pour traiter la diarrhée
		Il y a des frais pour les traitements qui ne sont pas fournis gratuitement.
Santé - 6-15 ans (jeunes)		
Frais de clinique	Les normes minimales de santé dépendent de la démographie (tendances selon l'âge et le sexe); la taille et le poids typiques de la population locale; climat (chaud ou frais); niveau d'activité de la population; et la prévalence de la malnutrition et des maladies chroniques.	Niger - Immunisations 5-15 ans: TVA, VPH, HelpB, VAR, Hommes A
Traitement	Il n'y a pas de seuil réel pour les consultations médicales par année mais l'attente est d'au moins 1 nouvelle consultation par personne et par an. 2 à 4 nouvelles consultations par personne et par an sont attendues dans une population touchée par une crise.	
Santé - +16 ans (adultes)		
Frais de clinique		Niger - Immunisation 15-65 ans: VAT, Hépatite B, VAR
Traitement		Sénégal - Depuis 2013, certains services gratuits ont été introduits. Tous les services ne sont pas gratuits.
Santé - femmes enceintes et post-partum		
Frais de clinique		Niger - Il y a un petit supplément pour le <i> carnet </i>
Traitement		Niger + Sénégal - Compléments de fer jusqu'au 40ème jour post partum pour prévenir l'anémie
		Niger - Traitement nécessaire pour le paludisme (TP1, TP2, TP3, TP4)..La vitamine A pendant les 30 jours qui suivent la naissance de l'enfant. Vaccination contre le tétanos Supplément d'iode. Soins après avoir retiré le cordon ombilical. BCG, vaccination VPO.

		Sénégal - Travail de sang pour vérifier l'état de santé. Échographie - 50 % DPI et TVA. Consultations de suivi systématiques pour les mères et leurs nouveau-nés.
Guérisseur traditionnel		
Trousse de santé domicile	Soulagement de la douleur, bandages pour les coupures mineures, pulvérisation d'insecticides, Dettol (ou crème antiseptique) pour nettoyer les blessures mineures.	Niger - L'utilisation de cendres est également conseillée comme antiseptique pour les coupes mineures
Nutrition		
Soutien à la nutrition	Fournir des suppléments gratuits en cas de diarrhée (SRO et zinc) et de rougeole (vitamine A). Voir aussi Secteur de la santé. Les enfants de 6 à 24 mois, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes souffrant de maladies chroniques peuvent avoir besoin de suppléments vitaminiques pour s'assurer d'avoir un régime nutritif	Le plan Niger - 2003-2013 vise à réduire (1) l'incidence de la dénutrition de 20% à 10% chez les enfants de moins de 5 ans; (2) réduire les retards de croissance (petits pour l'âge) de l'incidence de 40% à moins de 20% chez les enfants de moins de 5 ans; et (3) réduire l'incidence des faibles poids à la naissance. Des services gratuits sont fournis pour le traitement des enfants souffrant de malnutrition.

Secteur	Normes sectorielles internationales de Sphère	Normes sectorielles nationales
Régime alimentaire sain		
Les bases de la nutrition		
Les bases de la nutrition	Le régime alimentaire local doit répondre aux normes pour les micronutriments, y compris suffisamment de niacine (présente dans le poisson séché ou les légumineuses séchées) pour compléter les régimes à base de maïs ou de sorgho; la riboflavine; vitamine A et B; le fer; et sel iodé	PAM Sénégal - Le panier approprié comprend les céréales, les légumineuses, l'huile, le lait, le sel et le savon. Le panier coûte 5 000 FCFA / pers / mois .
Régime alimentaire sain		
	2100 kcal par personne et par jour (<i>Sphère</i>)	
Grains de base	45-60% de l'énergie quotidienne devrait être des hydrates de carbone de base (<i>directives sud-africaines de régime sain</i>).	
	Les céréales à grains entiers ont une durée de conservation plus longue et, par conséquent, s'il y a un accès aux moulins locaux, les grains entiers devraient être soutenus.	
Légumes-racines	Les patates douces sont une source importante de vitamine A	
Produits animaux	53 g de protéines (10% d'énergie au total) (<i>Sphère</i>). D'autres sources suggèrent que 12 à 20% de l'énergie	
Lait pour les enfants	quotidienne devrait être des aliments protéinés (<i>Directives pour une saine en Afrique du Sud</i>).	
Légumineuses, arachides et oléagineux		
Les graisses	40 g de graisse (17% d'énergie totale) (<i>Sphère</i>). D'autres sources suggèrent que les graisses ne devraient pas représenter plus de 25 à 30% de l'énergie quotidienne (<i>Directives pour une alimentation saine en Afrique du Sud</i>).	
Des légumes	Mangez des légumes avec des couleurs telles que les légumes à feuilles vert foncé, les carottes, les tomates (<i>Unicef</i>)	
Fruits	Mangez des fruits avec des couleurs telles que les mangues, les oranges, les ananas	

Annexe 2 – Composition des paniers sectoriels

Secteur / Article	Secteur / Article	Secteur / Article
Abri et articles ménagers	WASH (eau, assainissement, hygiène)	Habillement
réparation d'abris après les tempêtes saisonnières	Eau potable	vêtements - bébé / enfant (0-5 ans)
outil pour la réparation d'abris (<i>machette</i>)	eau pour laver et cuisiner	vêtements - garçon (6-15 ans)
bois de chauffage / combustible pour la cuisson	conteneurs d'eau	vêtements - fille (6-15 ans)
lanterne	balai (gestion des déchets)	vêtements - hommes (16 ans et +)
bougie et allumettes	pelle (gestion des déchets)	vêtements - femmes (16 ans et +)
batteries de torche	corbeille	pull / manteau - bébé / enfant (0-5 ans)
lampe torche	savon (250 gr)	pull / manteau - garçon (5-15 ans)
sel iodé	savon à lessive (220 gr)	pull / manteau - fille (5-15 ans)
marmite	la Coupe de cheveux	pull / manteau - hommes (16 ans et +)
cuillères et cuillères de cuisson	peigne / brosse à cheveux	pull / manteau - femmes (16 ans et +)
couteau de coupe	hygiène féminine (tampons de coton)	chaussures / sandales - bébé / enfant (0-5 ans)
calebasse + louche	lames de rasoir	chaussures / sandales - garçon (5-15 ans)
tasses et verres	lotion (pour peau sèche et gercée)	chaussures / sandales - fille (5-15 ans)
plateau de service et bol	brosse à dents et pâte (zones urbaines seulement)	chaussures / sandales - hommes (16 ans et +)
réceptif de stockage de nourriture		chaussures / sandales - femmes (16 ans et +)
tapis de sol / tapis de sol (traditionnel)		
couverture de bébé		
Éducation - primaire + secondaire	Santé	Agriculture et élevage
frais de scolarité - primaire	frais de consultation - bébé / enfant 0-2 ans	graines - local
fournitures scolaires - primaire	frais de traitement - bébé / enfant 0-2 ans	houe
frais de scolarité - secondaire	frais de consultation - enfant 3-5 ans	PLONGEMENT
uniforme - secondaire	frais de traitement - enfant 3-5 ans	<i>daba</i> (houe traditionnelle)
fournitures scolaires - secondaire	frais de consultation - jeunes de 6 à 15 ans	médicament - bétail
frais de résidence - secondaire	frais de traitement - jeunes de 6 à 15 ans	
frais de transport - secondaire	frais de consultation - adultes de 16 ans et plus	
	frais de traitement - adultes 16+ ans	
	frais de consultation - pré-natal	
	frais de traitement - pré-natal	
	frais de consultation - post-partum	
	frais de traitement - post-partum	
	paracétamol	

	pulvérisation d'insecticides	
Taxes et contributions communautaires	Protection et sécurité	Éléments à surveiller (actuellement gratuit)
impôt - paiement au chef de village	gardien de village (en période de conflit)	moustiquaire
zakat		supplément de vitamine zinc
Tabaski (1 x événement religieux)		supplément de vitamine A
		savon antiseptique (Dettol)
		sels de réhydratation orale
		immunisations (enfants)
		immunisations (bétail)
		bois de chauffage (si gratuit)
		sel, fourrage

Annexe 3 - Dépenses ménagères de la zone agropastorale de Diffa et paniers sectoriels

WASH (eau, assainissement & hygiène)		2015-2016	
	Pauvre - Mainé	PDM sectoriel	
Eau potable	4200	9 078	
jerricans	2075	1 974	
balai /articles d'entretien des latrines		99	
pelle	1278	987	
poubelle	515	659	
Savon	8522	8 571	
Peigne	364	663	
Soin des cheveux	1000	989	
hygiène féminine		1,184	
lames de rasoir	700	3 079	
lotion (enfants 0-2 ans)		1 783	
TOTAL	18654	29 067	

Abri et articles de ménage	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	PDM sectoriel
matériel local pour réparer les maisons	2500	2500
<i>machette</i>		2 287
lanterne		350
batteries de torche	4 415	3 269
lampe torche		5 306
sel iodé + condiments	35 000	19 779
marmite	0	2,637
couteau de cuisine, cuillère et louche	900	2 472
louche	500	5 769
plateau de service et bol	520	618
conteneur de stockage		8 241
nattes	2500	8 241
couverture	0	3 948
TOTAL	46 335	65 420

Habillement	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	PDM sectoriel
Habits, enfants 0-5 ans	6500	4 035
Habits, jeunes 6-15 ans	7500	12 845
Habits, adultes 16+ ans	5900	12 559
Souliers, enfants 0-5 ans	2700	987
Souliers, jeunes 6-15 ans	2100	2 637
Souliers, adultes 16+ ans	2200	1 747
TOTAL	26900	34 810

Education	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	secteur PDM
Inscription, 1re (COGES)	2 350	2 350
Fournitures, 1re	2 910	825
Inscription, 2re - garçon		
Fournitures, uniform, 2re - garçon		8 109
Résidence, 2re - garçon		3 791
Inscription, 2re - fille		
Fournitures, uniform, 2re - fille	1 000	8 109
Résidence, 2re - fille		3 791
Transport, 2re		7 154
TOTAL	6 260	34 129

Santé	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	secteur PDM
Consultation, enfants 0-15 ans	1 945	5 030
Traitement, enfants 0-15 ans	1 285	8 737
Consultation, adultes 16+ ans	1 400	2 144
Traitement, adultes 16+ ans	3 145	4 615
Consultation, femme enceinte	200	0
Traitement, femme enceinte	150	0
Comprimé pour soulager le douleur	255	1 327
Produit chimique contre les moustiques		247
Medicine traditionnelle	1 535	
TOTAL	9 915	22 099

Agriculture et Elevage	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	secteur PDM
Produits vétérinaires	400	1 646
Semences	2 600	8 241
Pesticides	520	
Investissement en bétail	900	
Outils agricoles	1 320	6 861
TOTAL	5 740	16 748

PDM sectoriel - Paniers non alimentaires	2015-2016	
	Pauvre - Mainé	PDM sectoriel
WASH	18 654	28 357
Abri et articles ménagers	46 335	65 680
Habits	26 900	34 810
Éducation	6 260	34 129
Santé	9 915	22,099
Agriculture et élevage	5 740	16 748
Impôts & contributions communautaires	24 870	34 841
TOTAL	138 674	236 664

					Taille du ménage:		8		
2100 kcal ppp pppj = par personne et par jour	Panier alimentaire PDM	kcal pppj	kcal / KG	KG pppj	prix KG	/ Coût pppj	Coût par ménage par jour	Coût par ménage par an (x 365 jours)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Céréales / racines / tubercules	55%	1,155				88,83	710,65	259 386	
Mil		785	3630	0,216	250	54,06			
Sorgho		196	3550	0,055	250	13,80			
Maïs		4	3630	0,013	500	6,34			
RIZ		128	3 500	0,037	400	14,63			
Protéines - légumineuses, produits animaux, noix	20%	420				32,23	257,85	94 115	
arachides, sec			5790	0		0,00			
sésame		168	5920	0,028	300	8,51			
niébé sec		252	3400	0	320	23,72			
Graisse	24%	504				56,00	448,00	163 520	
arachide ou huile végétale		504	9000	0,056	1 000	56,00			
Fruits et légumes	1%	21				20,43	163,42	59 648	
oignons		11	480	0,023	268	6,14			
Tomates		10	63	0,048	300	14,29			
	100%	2 100				TOTAL		576 669	

	Pauvres - Mainé	Seuil
récolte - consommée	181 272	
récolte - vendue	9 000	
produits animaux - consommés	2 281	
vente de bétail	41 250	
main d'œuvre - temporaire	152 148	
auto-emploi	103 100	
aide alimentaire - formelle	25 515	
autre	143 138	
seuil de survie		478 885
seuil de protection des moyens d'ex.		47 174
seuil de PDM sectoriel		286 980
Total	657 704	813 039